

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Monétaire Et Bancaires

L'INTITULE DU MEMOIRE

L'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

Préparé par :

- MADOUÏ Akram Amine
- SADI Nabila

Dirigé par :

M^{me} MENDIL Djamila

Année Universitaire : 2022/2023

Remerciements

Nous remercions Dieu Le Tout Puissant de nous avoir donné la santé, le courage et la patience pour l'élaboration de ce mémoire ainsi qu'à la réussite de cette année Universitaire.

*Nous tenons à remercier sincèrement, notre encadreur **Mme MENDIL DJAMILA** qui s'est toujours montrée à l'écoute, ses conseils, son aide professionnelle et surtout toutes ses remarques et sa patience durant la préparation de notre mémoire, nous tenons également à remercier les membres du jury qui ont accepté d'évaluer notre modeste travail.*

Enfin, nos remerciements s'adressent à tous les enseignants du département sciences économiques.

Dédicace

À ma chère mère celle qui a attendu avec patience les fruits de sa bonne éducation et de ses dévouements.

À mon cher père celui qui s'est changé la nuit en jour pour m'assurer les bonnes conditions.

*A mes chères sœurs et leurs enfants, en particulier **Karima** et mon cher frère **Mourad** qui sont loin de nous, on se retrouvera bientôt.*

À la mémoire, à l'âme de mes grand parents que Dieu les accueille dans son vaste paradis

*À mon encadreur madame **Mendil Djamila** merci pour votre présence et votre soutien.*

*À mon cher binôme **Akram** ainsi qu'à toute sa famille.*

À mes chers et proches amis en générale, à tous ceux qui me connaissent de près ou de loin.

«Nabila »

Dédicace

Je dédie ce modeste travail à la mémoire de mon cher père que dieu t'accueille dans son vaste paradis

A ma chère maman qui m'a toujours soutenu, encouragé et guidé, elle qui m'a doté d'une éducation digne, son amour a fait de moi ce que je suis aujourd'hui, merci d'être là pour moi.

*A ma tante et mes cousins **Islam et Mima***

*A mon binôme **Nabila** pour son soutien moral, sa patience et sa compréhension tout au long de ce travail.*

*À mon encadreur madame **Mendil Djamila** merci pour votre présence et votre soutien.*

*A tous mes amis et mes proches en particulier **Khaled, Ferhat, Aimad, Kamel, Yacine** . À tous ceux qui me connaissent de près ou de loin.*

« Akram Amine »

Liste des abréviations

Abréviation	Signification
CF	capital fixe
DAPS	Droit additionnel provisoire de sauvegarde
DZD	dinar algérien
EIA	Energy Information Administration
FMI	Fonds Monétaire International
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
HH	hors hydrocarbures
HOS	Heckscher-Ohlin-Samuelson
IQD	Iraqi dinar
Mds	milliards
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MF	Ministre de finance
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OMC	l'Organisation mondiale du commerce
ONS	Office National des Statistiques
OEPC	Organe d'examen des politiques commerciales
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	produit intérieur brut
SEM	Search Engine Marketing
TVA	taxe sur la valeur ajoutée
UE	l'Union européenne
UMA	L'Union du Maghreb arabe
USD	dollar américain

Liste des tableaux

N°	Titres	Page
01	l'évolution des importations par régions économiques pour la période 2010/2017	14
02	Evolution des importations par groupe de produit pour la période 2010/2017 en pourcentage (%)	25
03	évolutions des classements des 10 fournisseurs de l'Algérie 2010-2017	16
04	l'évolution des exportations par groupe de produits (en %)	17
05	l'évolution des exportations par région économique période 2010-2017	18
6	classements des dix premiers clients de l'Algérie de 2010 2017	19
07	Evolution de la part des exportations hors hydrocarbures en milliards de dollars de 2008 à 2022.	20
08	évolution de la valeur du dinar algérien par rapport au dollar US et à l'euro sur une période de 50 ans.	26
09	évolution de la consommation des ménages 2010-2021	59
10	évolution du PIB 2010-2021 en % (valeurs réelles)	60
11	évolution de l'inflation 2010-2021	61
12	évolution de taux de chômage en Algérie 2010-2021	63
13	évolution de l'investissement publiques 2010-2020	65

Liste des figures

Figure	Titre	Page
01	Évolution du commerce extérieur de l'Algérie en monnaie courant	13
02	Evolution de la balance commerciale en fonction des prix des Hydrocarbure	24
03	Evolution des importations en Algérie (2010 à 2020).	51
04	La part des exportations des hydrocarbures en Algérie (2010 au 2020)	53
05	Évolution des exportations hors hydrocarbures en Algérie	55
06	l'évolution du solde de la balance commerciale en Algérie	57
07	évolution des dépenses publiques 2010-2019	64

Sommaire	
Remerciement	
Dédicace	
Liste de tableau	
Liste des figures	
Introduction générale	1

Chapitre préliminaire
généralité sur la politique restrictive des importations

Chapitre 01
la structure du commerce extérieur et la balance commerciale en Algérie

Section 1 : La structure du commerce extérieur	8
Section 2 ; le solde de la balance commerciale	23

Chapitre 02
la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole,
contexte et défis

Section 1 : l'impact de la chute des prix de pétrole sur l'économie algérienne	29
Section 2 : La mise en œuvre de la politique restrictive des importations en Algérie	39

Chapitres03
l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

Section 1 : une brève revue littérature sur la politique restrictive des importations	48
Section 2 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne...	51

Conclusion générale	71
Références bibliographiques	
Table des matières	
Annexes	
Résumé	

Introduction générale

Introduction générale

L'Algérie a une économie ouverte dans laquelle le commerce extérieur représente 46% du PIB (Banque mondiale, 2020). Le gaz naturel et les produits pétroliers représentent la quasi-totalité des exportations. En particulier, les hydrocarbures représentent 94% du volume total des exportations. Cette dépendance aux hydrocarbures a des implications importantes pour l'économie algérienne, tant en termes de revenus que de vulnérabilité aux fluctuations des prix internationaux des produits pétroliers.

La chute du prix de pétrole fin 2014 a réduit de moitié (- 45 %) la valeur des exportations (MF, 2017), cette chute brutale a eu un impact important sur l'économie algérienne, entraînant des fluctuations des revenus et des déséquilibres budgétaires.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement algérien a opté pour une politique restrictive des importations afin de réduire les sorties de devises étrangères. Cela visait à atténuer les pressions sur les réserves de change et à encourager la diversification économique en soutenant les industries locales.

Cette politique a été mise en œuvre par le gouvernement algérien à travers un ensemble de mesures d'application telles que l'imposition de quotas d'importation sur certains produits, des licences d'importation ont été exigées, obligeant les entreprises à obtenir une autorisation préalable des autorités compétentes avant de pouvoir importer certains biens spécifiques.

En outre, le gouvernement a augmenté les droits de douane sur certains produits importés, de plus, des interdictions totales d'importation ont été mises en place sur certains produits spécifiques, le but déclaré de cette politique serait, à court terme, le rétablissement de l'équilibre extérieur et à moyen terme l'import-substitution.

À la lumière des développements précédents, l'objet de notre travail est de savoir dans quelle mesure la politique restrictive des importations, telle qu'elle est mise en œuvre en Algérie, influence-t-elle l'économie algérienne? En d'autres termes, qu'elle est l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne ?

C'est donc, dans la perspective de trouver une réponse à cette interrogation que se situe notre étude qui a pour objectif général, d'analyser les effets de cette politique restrictive des importations sur l'économie algérienne. En adoptant une démarche hypothético- déductive sur laquelle se base notre recherche. Ainsi, on essayera de confirmer ou d'infirmier les hypothèses suivantes:

H1 : On suppose l'existence d'un impact positif de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne sous certaines conditions.H2 : On suppose que la politique restrictive des importations a un impact négatif sur l'économie algérienne.

Introduction générale

H3 : la politique restrictive des importations a un effet mixte sur l'économie algérienne

H4 : La politique restrictive des importations n'a aucun impact sur l'économie algérienne.

Dans ce contexte, il devient crucial d'analyser l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne dans le cadre plus large des efforts de diversification économique. Cela permettra de mieux comprendre les défis et les opportunités auxquels l'Algérie est confrontée dans sa transition vers une économie plus diversifiée et résiliente, moins dépendante des hydrocarbures.

Dans le cadre de l'élaboration de ce travail, et afin d'apporter des réponses concrètes aux questions évoquées ci-dessus, nous avons tenté de répondre à la démarche méthodologique suivante :

D'abord, nous allons réaliser une recherche documentaire, qui est basée sur des ouvrages, des thèses et mémoires ainsi, que des sites internet relatifs à notre thème.

Outre la recherche bibliographique et documentaire, nous allons aussi collecter des données relatives au thème, et afin de mieux cerner notre problématique, nous avons complété ce travail par une étude statistique à partir des données et les rapports annuels de l'ONS et du CNIS, ministère du commerce Extérieur pour tracer l'évolution des échanges extérieurs et les indicateurs économiques.

Dans le but de mener à bien notre travail, et en fonction des données disponibles, nous avons réparti notre mémoire en quatre chapitres.

Un chapitre préliminaire où nous allons présenter la politique restrictive des importations.

Dans le premier chapitre, nous allons présenter la structure du commerce extérieure et la balance commerciale en Algérie.

Dans le deuxième chapitre nous allons parler de la mise en œuvre de la politique restrictive des importations en Algérie face à la chute des prix de pétrole.

Le troisième chapitre est consacré à l'étude statistique de l'impact de la politique restrictive des importations sur les différents indicateurs économiques et l'économie algérienne dans son ensemble. Nous terminons notre mémoire par une conclusion générale où nous résumons l'essentielle des résultats de notre travail de recherche.

***Chapitre préliminaire : Généralités sur
la politique restrictive des importations***

Une politique restrictive des importations est une stratégie économique qui vise à limiter les importations de biens étrangers dans un pays. Cette politique restrictive peut être définie comme "une politique commerciale qui vise à restreindre ou à réglementer l'importation de biens et de services étrangers dans un pays, dans le but de protéger les entreprises et les industries nationales."¹

1. Les objectifs de la politique restrictive des importations :

L'objectif de la politique restrictive des importations peut également être de réduire le déficit commercial d'un pays en limitant les importations et en favorisant les exportations.

La politique restrictive des importations sert à plusieurs objectifs, tels que :²

- **Réduction des déficits commerciaux :** En restreignant les importations, un pays peut essayer de réduire son déficit commercial en réduisant les dépenses en devises étrangères. Cela peut être particulièrement important pour les pays qui dépendent fortement des importations et qui souhaitent équilibrer leur balance commerciale.
- **Promotion de la sécurité économique:** En réduisant la dépendance aux importations, les pays peuvent renforcer leur sécurité économique en assurant une plus grande autonomie dans la production de biens et services essentiels. Cela peut inclure des secteurs stratégiques tels que l'alimentation, l'énergie, les technologies critiques, etc.
- **Encouragement de la production locale :** La politique restrictive des importations vise à stimuler la production nationale en donnant aux entreprises locales un avantage concurrentiel par rapport aux produits importés. Cela peut aider à développer les capacités de production nationales, à créer des emplois et à favoriser la croissance économique.
- **Encourager le développement économique :** En favorisant la production nationale, les gouvernements peuvent encourager le développement économique et la croissance de leur pays.

¹ L'Organisation Mondiale du commerce - "Trade Policy Review: Country Report", 2015

² Christophe Chauvet, (2016), Les objectifs de la politique économique, Collection : Éco Sup, Éditeur : Dunod, pages 53

2. Les instruments de la politique restrictive des importations

Les instruments de la politique restrictive des importations sont des mesures utilisées par les gouvernements pour limiter les importations de biens et services étrangers, ils peuvent varier en fonction des pays et de leurs politiques spécifiques.³

- **Les tarifs douaniers élevés :** Les tarifs douaniers sont des taxes imposées sur les biens importés dans un pays. Les tarifs douaniers peuvent être utilisés pour rendre les importations plus coûteuses, ce qui peut dissuader les entreprises et les consommateurs d'acheter des produits étrangers.
- **Les contingents d'importation :** Les contingents d'importation sont des limites quantitatives imposées sur les biens importés dans un pays. Ces limites peuvent être fixées en fonction de la quantité de produits importés ou de leur valeur.⁴
- **Les subventions à l'exportation :** Les subventions à l'exportation sont des incitations financières données aux entreprises pour exporter leurs produits vers d'autres pays. Les subventions à l'exportation peuvent aider les entreprises à rendre leurs produits plus compétitifs sur les marchés internationaux.⁵
- **Les barrières non tarifaires :** Les barrières non tarifaires sont des mesures autres que les tarifs douaniers qui peuvent être utilisées pour limiter les importations. Cela peut inclure des règles et des réglementations techniques, des exigences en matière de sécurité et de santé, des normes environnementales et des mesures antidumping.
- **Licences d'importation :** L'obligation pour les importateurs d'obtenir une licence ou une autorisation préalable avant d'importer certains produits. Cela permet aux autorités de contrôler et de limiter les importations de ces produits.
- **L'interdiction d'importation de certains produits :** Cette mesure consiste à interdire complètement l'importation de certains produits spécifiques dans le pays et elle vise à restreindre l'accès au marché national pour les produits étrangers concernés, ce qui favorise les industries nationales en éliminant la concurrence étrangère directe.

³ Organisation Mondiale du Commerce, RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL À L'OEPC SUR LES FAITS NOUVEAUX RELATIFS AU COMMERCE, 2019

⁴ United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) - Trade Analysis and Information System (TRAINS)

⁵ Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) - Export Competitiveness Database

- **Politiques de change :** La manipulation du taux de change par les autorités pour favoriser les exportations en rendant les produits nationaux moins chers à l'étranger et les importations plus coûteuses.

Ces instruments peuvent être utilisés seuls ou en combinaison pour atteindre les objectifs de la politique restrictive des importations. Cependant, ils peuvent également entraîner des retombées négatives sur l'économie nationale et sur les relations commerciales internationales. C'est pourquoi les gouvernements doivent être prudents dans leur utilisation.

3. Les pays qui ont adopté une politique restrictive des importations

De nombreux pays dans le monde ont adopté des politiques restrictives d'importation à un moment donné de leur histoire, que ce soit pour protéger leur industrie locale, réduire le déficit commercial ou favoriser le développement économique.

- **Les États-Unis :** Les États-Unis ont adopté des politiques restrictives d'importation à différentes périodes de leur histoire, notamment dans les années 1980 pour protéger leur industrie sidérurgique.

Sous l'administration de Donald Trump en 2017, Ils ont mis en place plusieurs mesures de protectionnisme notamment des droits de douane sur l'acier et l'aluminium importés, ainsi que sur les produits chinois.⁶

- **La Chine :** La Chine a mis en place des politiques restrictives d'importation pour favoriser le développement de ses industries locales, notamment dans les secteurs de l'acier et de l'aluminium.
- **L'Inde :** L'Inde a également adopté des politiques restrictives d'importation pour protéger son industrie locale, en particulier dans les secteurs des technologies de l'information et de la communauté.
- **La Russie :** La Russie a adopté une politique de substitution aux importations pour réduire sa dépendance vis-à-vis des produits importés, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie manufacturière. Le pays a également imposé des restrictions sur les importations de produits alimentaires en provenance de l'Union

⁶La fondation Robert Schuman, centre de recherche et d'étude sur l'Europe, article sur La politique commerciale de Donald Trump (2018)

européenne et des États-Unis en réponse aux sanctions économiques internationales imposées en 2014.⁷

- **L'Argentine** : L'Argentine a renforcé ses politiques restrictives des importations à partir de 2011, en imposant des restrictions sur les importations dans le cadre de mesures de contrôle des changes et de protection de l'industrie nationale, en particulier dans les secteurs de l'automobile et de l'électronique.⁸
- **Le Brésil** : en 2017 le Brésil a mis en place des quotas d'importation sur certains produits, tels que le lait en poudre et le sucre, dans le cadre de sa politique de soutien à l'industrie agricole nationale.⁹
- **L'Algérie** : a mis en place une politique restrictive des importations depuis plusieurs années afin de réduire sa dépendance aux importations et de stimuler la production locale. Cette politique a été renforcée suite à la chute des prix du pétrole en 2014, qui a eu un impact important sur l'économie algérienne en raison de sa forte dépendance aux exportations de pétrole.

Il convient de noter que les politiques restrictives d'importation ne sont pas exclusives à ces pays et que de nombreux autres pays ont également mis en place de telles politiques. Cependant, il est important de considérer les coûts et les avantages potentiels de ces politiques pour l'économie nationale et les consommateurs.

⁷ Le Service fédéral des douanes de la fédération de Russie

⁸ Organisation mondiale de commerce (OMC) - Rapport du Comité des restrictions à l'importation (2013)

⁹ Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement

Conclusion

La politique restrictive des importations fait référence aux mesures mises en place par les gouvernements pour limiter ou contrôler les flux d'importation de biens et de services dans un pays. Ces politiques peuvent prendre différentes formes, telles que des tarifs douaniers élevés, des quotas d'importation, des restrictions non tarifaires, les subventions à l'exportation, les licences d'importations et des interdictions d'importation de certains produits.

L'objectif principal de la politique restrictive des importations est généralement de protéger l'industrie nationale, de favoriser la production locale, de réduire la dépendance aux importations et de préserver l'équilibre commercial.

De nombreux pays à travers le monde ont adopté des politiques restrictives des importations à différents moments de leur histoire. L'Organisation Mondiale du Commerce encourage les pays à éviter les mesures restrictives d'importation et à favoriser le commerce international, considérant que le commerce est un moteur important de la croissance économique et du développement. Cependant, l'OMC reconnaît également que les pays ont le droit de protéger leurs industries et leur économie nationale dans certaines circonstances.

***Chapitre 1 : la structure du commerce
extérieur et la balance commerciale***

Introduction :

Les échanges internationaux et leur développement ont entraînés un mouvement d'internationalisation qu'on peut définir comme l'élargissement du champ d'activité d'une économie au-delà du territoire national par le biais des importations et des exportations principalement à l'étranger,

Dans ce chapitre nous allons présenter la structure du commerce extérieur de l'Algérie dans la première section ainsi que son historique et dans la deuxième section nous allons présenter le solde de la balance commerciale algérienne et son évolution sur la période de 2008/2022

Section 1 : La structure du commerce extérieur

Le commerce international est un ensemble des échanges de biens et services entre les nations, il permet à un pays de consommer plus que ce qu'il produit avec ses ressources propres et d'élargir ses débouchés afin d'écouler sa production. On peut dire aussi que le commerce extérieur représente un domaine d'activité lié à l'achat, à la vente, ou à l'échange des produits entre pays appartenant à des zones monétaires différentes.¹⁰

Le commerce international correspond à l'ensemble des flux de marchandises (biens et services et capitaux) circulant entre des espaces économiques de nationalités différentes.

Les flux de services sont pris en compte dans la mesure où leur part progresse rapidement dans les échanges internationaux (surtout le transport, le tourisme et les services aux entreprises).¹¹

Il est important de mentionner que le commerce extérieur tel qu'on le connaît aujourd'hui doit son existence à la libéralisation des échanges (la mondialisation), en plus de l'élimination des interdictions et des barrières tarifaires. À son tour, la politique douanière et de fret, ainsi que celle des taxes sur le commerce extérieur, doit être rationnelle et prudente.

1. Naissance du commerce extérieur :

Le commerce extérieur est né à partir du XVI^e siècle, sous l'influence combinée de l'essor du commerce maritime, de la découverte du Nouveau Monde et de l'organisation de nouvelle méthode de production. En reconnaissant l'importance du rôle du marchand et la légitimité de l'activité économique, les mercantilistes ont favorisé le développement des échanges, en particulier des échanges internationaux, par l'importance qu'ils accordent dans leur doctrine à la balance commerciale. Selon cette doctrine, qui fait de l'échange un élément

¹⁰Jacquet. J.M et Delebecque. PH. (2000) « Droit du commerce international » Edition Dollaz collection, paris

¹¹ Messerlin. P. (2002) « le commerce international », Thémis 1er édition, paris 1988

de prospérité des nations, l'intervention de l'Etat dans le domaine économique est souhaitable dans la mesure où il peut permettre un accroissement de la richesse, en particulier des possessions d'or et des métaux précieux.¹²

2. Développement du commerce extérieur

Le principal constat qui est fait actuellement est que les échanges internationaux de marchandise et de service ont progressé beaucoup plus rapidement que la production mondiale. Le développement du commerce extérieur a connu une première phase d'expansion après la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Ils se traduisent en particulier par le développement des ventes internationales de marchandises, que ce soit les matières premières, les produits manufacturés ou les produits agricoles. Il s'est traduit aussi par des ventes d'usines, des contrats de constructions d'infrastructure et des opérations immobilières internationales. L'internationalisation de la production, les délocalisations et les implantations sur les marchés étrangers, se traduisent par le développement des investissements directs étrangers. La mondialisation de la production se traduit par ailleurs par un développement marqué des transports internationaux, et en particulier des transports maritimes et aériens, mais aussi des transports terrestres.

Le développement du commerce extérieur a été à la fois une conséquence de développement du libre-échange permettant les échanges mondiaux et une incitation aux diminutions des barrières protectionnistes et des obstacles. Les accords bilatéraux puis les négociations à l'échelle régionale et mondiale ont conduit à une globalisation de l'économie mondiale.

L'adhésion quasi-globale à l'économie de marché peut être considérée à la fois comme une conséquence du développement du commerce extérieur et un facteur contribuant à ce développement. Les développements techniques en matière de communication et de Télécommunication sont un facteur important dans cette internationalisation des échanges de biens et services. La mondialisation des échanges conduit au développement de règles à une échelle régionale et mondiale. Il en est ainsi en particulier des règles des diverses unions régionales, et au premier plan de l'Union Européenne (UE). Il s'agit aussi des règles à un niveau global, règle du GATT, règle de l'OMC.

³Battiau. M. (2002). « Le commerce international » édition ellipse Paris

3. Les fondements théoriques de commerce extérieur

En économie, il existe divers modèles qui tentent d'expliquer la logique des flux du commerce extérieur sur une période de temps, en essayant d'identifier quels sont les facteurs déterminants et comment leur variation affecte les flux commerciaux. Voici brièvement quatre des plus connus :

3.1. Avantage absolu d'Adam Smith :

Adam Smith montre que chaque pays doit se spécialiser dans la production où il possède un avantage absolu en matière de productivité et se procurer de l'étranger les produits pour lesquels il est en situation d'infériorité absolue de point de vue de la productivité. Deux pays produisant chacun deux biens, un seul facteur de production, le travail est totalement employé dans chaque pays et il est totalement mobile dans le pays entre les deux productions mais il est totalement immobile internationalement. Les coûts de production unitaire de chacun des biens sont mesurés en nombre de travailleurs. Pour Smith, l'échange international provient de différence absolue de productivité. Un pays dispose d'un avantage absolu sur son partenaire pour un bien quand il peut produire avec moins de travailleurs que ce partenaire.¹³

3.2. Avantage comparatif de David Ricardo :

Cette théorie est restrictive car les avantages ne sont pas toujours absolus et tous les pays ne possèdent pas des avantages absolus dans la division internationale du travail. Pour Ricardo l'échange est souhaitable même dans le cas où il n'existe pas d'avantages absolus. En effet, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production où il présente la plus grande supériorité ou la moins grande infériorité. David Ricardo suppose que le travail est le seul facteur de production et que ce facteur est mobile à l'intérieur du pays mais immobile à l'international. Ricardo illustre sa théorie en prenant l'exemple de deux produits et deux pays : le drap et le vin et le Portugal et l'Angleterre. Dans son exemple, le Portugal est plus productif que l'Angleterre dans les deux productions. Pourtant, l'avantage du Portugal est comparativement plus grand dans le vin que dans le drap. Le Portugal a intérêt à ne produire que du vin, l'Angleterre que du drap, et à échanger ensuite une partie de leur production. A partir de ce modèle on peut conclure deux résultats fondamentaux :

¹³ Das, M. (2007). Absolute and comparative advantage. *In International Encyclopedia of the Social Sciences.*

Les pays sont toujours gagnants à l'échange qui permet de produire de manière plus efficace et en situation d'échange, les pays vont se spécialiser dans la production du bien où ils possèdent un avantage comparatif.

La théorie rocardienne permet de produire les mêmes quantités à l'échelle planétaire en utilisant moins de facteurs de production.¹⁴

3.3. Modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson :

Durant les années 1930 et 1940, plusieurs économistes renouvellent la théorie du commerce international et vont créer ce qui est connu comme le modèle HOS, du nom de ses fondateurs : Eli Heckscher, Baril Ohlin et Paul Samuelson.

Le modèle Hecksher-Ohlin-Samuelson est le <<modèle standard>> de la théorie du commerce international. Basé sur l'avantage comparatif de Ricardo, le modèle Hecksher- Ohlin-Samuelson vise à expliquer la présence d'échanges internationaux par les différences de dotations en facteurs de production de chaque pays .A travers ce modèle, les auteurs entendent prouver la supériorité du libre-échange et les bénéfices de la spécialisation .Ce modèle est connu sous plusieurs noms. En 1941, Paul Samuelson et Wolfgang Stopper en déduisirent un théorème important sur la rémunération des facteurs, qui fut systématiquement incorporé dans la présentation du modèle, désormais connu sous l'abréviation HOS.

La théorie d'Hecksher-Ohlin montre que les pays ont intérêt à ouvrir leurs frontières et à spécialiser leur production.¹⁵

3.4. Modèle Singer-Presbisch :

La théorie centre/périphérie est aussi connue sous le nom de théorie de la dépendance. Chanteur-Presbisch consiste à expliquer que les pays sous-développés ont pu acheter de moins en moins de produits manufacturés des pays développés en échange d'une quantité donnée de leurs exportations de matières première.

¹⁴ Basle. M, Benhamou. F et all (1993) « Histoire des pensées économique International, Edition, Dollaz, p62 »

¹⁵ Bécuwe. S, (2006) « Commerce international et politiques commerciales », ARMAND COLIN, Paris, p.31

4. La politique du commerce extérieur en Algérie et son évolution : 1965-2022

La stratégie de développement choisie par l'Algérie se structure essentiellement autour d'une organisation économique et sociale fondée sur le monopole de l'Etat. Un monopole qui fonctionne de plus en plus grâce à un revenu unique « la rente pétrolière ».

Cette stratégie n'est pas réellement un centre d'accumulation et de développement sûr, vue des difficultés économiques que l'Algérie continue de rencontrer. Afin de mieux comprendre cette stratégie, il est important de connaître les grands moments qui ont marqué ce secteur. Voici la chronologie croissante

De 1965 à 1980 : Caractérisée par la prise en charge par l'État avec la protection du potentiel de production du pays et du marché de l'emploi dans le but de recherche d'une allocation optimale des ressources du pays (en devises) ;

De 1980 à 2000 : Dominance de l'État sur toute l'économie du pays ;

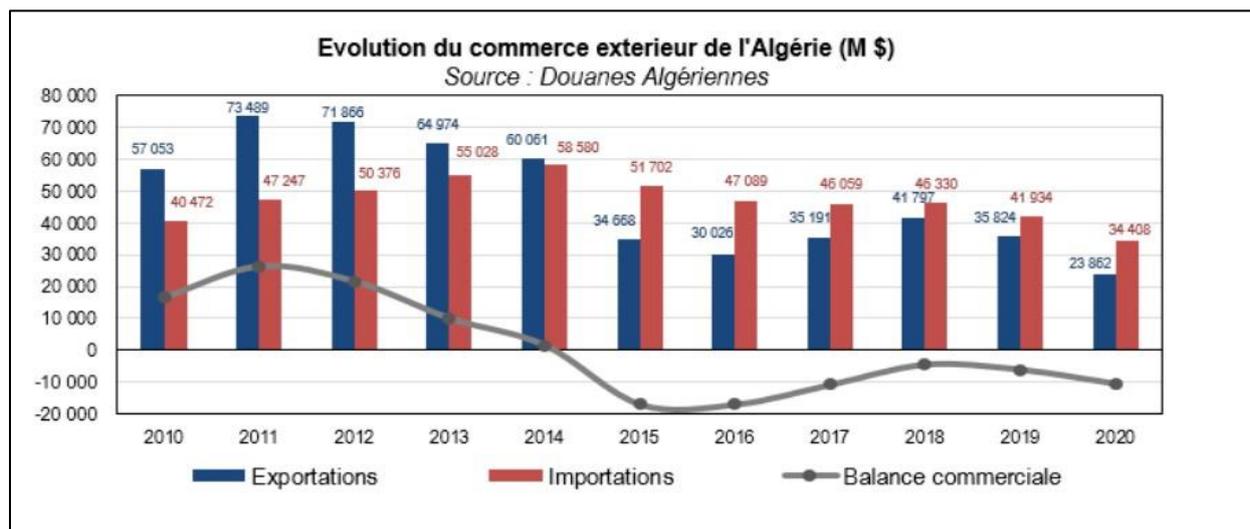
De 2000 à 2010 : Abandon du monopole sur les opérations des échanges avec l'extérieur ;

De 2010 à nos jours : Réorientation de la politique économique du pays dans le but de l'encouragement des échanges hors hydrocarbures et encourager les jeunes investisseurs à l'exportation.

5. Évolution du commerce extérieur en Algérie :

Au cours de la décennie écoulée, le commerce extérieur de l'Algérie a connu des hauts et des bas en raison de la fluctuation des prix des matières premières et de la dépendance du pays à l'égard de ses exportations de pétrole et de gaz. Voici une vue d'ensemble de l'évolution du commerce extérieur de l'Algérie entre 2010 et 2020

Figure N°1: Évolution du commerce extérieur de l'Algérie en monnaie courant



Source : Direction générale du Trésor, 2021

En 2010 les exportations de l'algérien ont été estimées à 57 milliard de dollars et les importations de 40 milliard de dollar. En ce qui concerne le solde de la balance commerciale de la même année on a enregistré un excédent. A partir de l'année 2011 jusqu'à 2014 le solde de la balance commerciale a diminué mais est resté excédentaire.

En 2014, les exportations ont atteint un pic de près de 60 milliards de dollars, mais ont commencé à baisser à mesure que les prix du pétrole ont chuté. Les importations ont également augmenté, atteignant près de 58 milliards de dollars.

En 2015, le solde commercial de l'Algérie est devenu négatif pour la première fois, en raison de la chute des prix du pétrole. Les exportations ont chuté à environ 35 milliards de dollars, tandis que les importations ont été réduites à environ 51 milliards de dollars.

En 2016, les exportations ont légèrement augmenté à environ 30 milliards de dollars, tandis que les importations ont continué à diminuer à environ 47 milliards de dollars. Le déficit commercial s'est donc légèrement réduit, mais restait important, à environ 17 milliards de dollars.

En 2017, les exportations ont augmenté à environ 35 milliards de dollars et les importations ont diminué encore plus, à environ 46 milliards de dollars. Le déficit commercial s'est donc réduit à environ 11 milliards de dollars.

En 2020, les exportations algériennes ont continué à chuter à environ 23.8 milliards de dollars en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19, tandis que les importations ont

Chapitre 1 la structure du commerce extérieur et la balance commerciale

diminué pour atteindre environ 34 milliards de dollars. Le déficit commercial était donc d'environ 10 milliards de dollars

L'Algérie a connu une période d'excédent commercial entre 2010 et 2013, mais, Depuis 2015 la balance commerciale a enregistré des déficits commerciaux importants en raison de la chute des prix du pétrole et de la dépendance du pays à l'égard de ses exportations d'hydrocarbures. On doit aussi noter que la crise sanitaire a eu un impact sur la structure des échanges commerciaux du pays surtout avec certains pays dont les mesures sanitaires étaient assez strictes (États -Unis, Europe, Chine).

6. Composition des importations :

Pour mieux comprendre la structure du commerce extérieur et le solde de la balance commerciale, nous allons étudier la structure des importations en Algérie.

Les importations sont essentiellement les biens destinés à l'outil de production et les biens d'équipement, en deuxième position les biens de consommation et en troisième position les biens alimentaires.

6.1. l'évolution des importations par régions économiques :

Nous allons étudier l'évolution des importations algériennes par région économique.

Tableau N°01 : l'évolution des importations par régions économiques pour la période 2010/2017

Valeur en million USD

Régions Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Union européenne	20704	24616	26338	28582	29684	25344	22472	20236
O.C.D.E hors UE	6519	6219	6160	6958	8436	7353	6249	5942
Autre pays d'Europe	388	579	1652	1213	886	1220	936	1910
Amérique du sud	2380	3931	3590	3468	3815	2818	2857	3209
Asie	8280	8873	9558	10596	12916	11830	11709	12345
Océanie	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays arabes hors UMA	1262	1760	1555	2416	1962	1912	1927	1541
Pays de Maghreb UMA	544	691	807	1023	738	738	701	588
Pays d'Afrique	396	578	741	596	440	440	238	186
Total	40473	49258	50401	54852	58580	58580	47089	45957

Source ; www.douane.gov.dz

Le tableau qui porte sur la répartition par régions économiques montre que c'est avec les pays de l'O.C.D. E que les échanges extérieurs de l'Algérie sont les plus importants et plus particulièrement avec les pays de l'union européenne qui restent toujours les principaux partenaires de l'Algérie durant cette période.

Le volume global des échanges avec l'union européenne affiche une diminution en 2017 par rapport à 2010, ainsi que les pays d'Afrique et pays de l'O.C.D.E.

Le volume des échanges avec les autres pays d'Europe et les pays arabes enregistre une augmentation, ainsi que l'Asie qui enregistre une augmentation remarquable puisque le volume global des importations avec cette région a enregistré une hausse appréciable de 20.45% en 2010, à 27% en 2017.

6.2. Evolution des importations par groupe de produit :

La répartition des importations par groupe de produit, comme l'indique le tableau ci-dessous fait ressortir. Une augmentation pour les biens destinés à l'outil de production et les biens d'équipements et une légère diminution les biens de consommation et les biens alimentaires.

Tableau N°0 2: Evolution des importations par groupe de produit pour la période 2010/2017 en pourcentage

Valeurs en million USD

Groupe de produit	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Biens alimentaires	6058	9850	8983	9580	11005	9314	8223	8437
Biens destinés à l'outil de production et d'équipements		63.7%	59.5%	62.4%	63.3%	65.4%	64.83%	63.25%
Biens de consommation	5863	7328	46801	54852	58850	51501	47089	45957

Source : établis par nous même à partir les statistiques douanières

Les importations algériennes sont principalement les biens destinés a l'outil de production et d'équipement en première position, en 2^{ème} place on trouve les biens de consommation et en 3^{ème} position les biens alimentaires.

6.3. L'évolution des classements des 10^{er} fournisseurs de l'Algérie :

Le tableau N°3: évolutions des classements des 10 fournisseurs de l'Algérie 2010-2017

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1	France	France	France	Chine	Chine	Chine	Chine	Chine
2	Chine	Italie	Chine	France	France	France	France	France
3	Italie	Chine	Italie	Italie	Espagne	Italie	Espagne	Espagne
4	Espagne	Espagne	Espagne	Espagne	USA	Espagne	USA	USA
5	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Italie	Allemagne	Italie	Italie
6	USA	USA	Argentin	USA	Allemagne	USA	Allemagne	Allemagne
7	Rep De Corée	Argentin E	Turquie	Turquie	Rep de Corée	Turquie	Rep de Corée	Rep de Corée
8	Turquie	Brésil	USA	Argentine	Turquie	Argentine	Turquie	Turquie
9	Japon	Rep De Corée	Brésil	Brésil	Argentin	Rep de Corée	Argentin	Argentin
10	Argentin	Turquie	Rep De Corée	Rep de Corée	Suisse	Brésil	Suisse	Suisse ;

Source : douane algérienne

Le tableau reprend l'évolution des classements des 10 fournisseurs de l'Algérie 2010-2017 Les dix premiers fournisseurs de l'Algérie concentrent seuls plus de 65% des importations algérienne. Ainsi, contrairement à ses exportations, l'Algérie essaye de diversifier ses fournisseurs dans le cadre d'une économie mondiale de plus en plus globalisée Aussi, on constate que la France est en 1^{ère} position de 2010 à 2012 et en 2^{ème} place de 2013 à 2017.

La chine premier économie exportatrice au monde occupe désormais les positions de premier fournisseur mondial de l'Algérie de 2014 à 2017 et le 2^{ème} fournisseur en 2010 et 2012 et Le 3^{ème} en 2011.

L'Italie est aussi l'un des trois premiers fournisseurs de l'Algérie en 2010 à 2013 avec l'Espagne en 2014, 2016 et 2017, pour passer en 4^{ème} position en 2010 à 2013.

L'Allemagne est en 5^{ème} place puis les autres fournisseurs qui varié d'une année à une autre.

Nous allons passer à l'étude de la composition des exportations sachant que la majorité de ces dernières sont les hydrocarbures (97%)

7. Composition des exportations

La structure des exportations sont essentiellement composées de l'énergie et lubrifiant, demi-produit, produits alimentaires, produit brut, bien d'équipement industriel, biens de consommation non alimentaire et les biens d'équipement agricole.

7.1. l'évolution des exportations par groupe de produits

Tableau N°4 : l'évolution des exportations par groupe de produits (en Million USD)

Années Produits	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PRODUITS ALIMENTAIRES	315	355	315	402	323	235	327	301
PRODUIT BRUT	94	161	168	109	110	106	84	59
Energie et lubrifiant	55527	71427	69804	63757	60146	3299	27102	27178
DEMI-PRODUIT	1056	1496	1527	1604	2350	1597	1299	1053
BIENS D'EQUIPEMENT INDUSTRIELS ET AGRICOLE	1		1	0.2	2	1		0.15
BIENS DE CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE	30	35	32	27	15	19	53	64
Total des exportations	57053	73489	71866	65916.2	62956	5268	28883	28671.15

Source : www.douane.gov.dz

Les exportations algériennes demeurent fortement dominées par les hydrocarbures et l'Algérie est toujours en faible dynamique de l'exportation. Le tableau fait ressortir que cette faible dynamique continue à être portée exclusivement par certaines exportations de produits bruts et de demi-produits ou produits issus du raffinage primaire des hydrocarbures et ce à hauteur de plus de 97% du poste exportations hors hydrocarbure.

Chapitre 1 la structure du commerce extérieur et la balance commerciale

Nous remarquons une légère diminution des exportations des énergies et lubrifiant en 2017 par rapport à 2010 en raison de la chute des prix de pétrole en 2015.

En 2^{ème} position, nous retrouvons les demi-produits qui représentent 1.85% en 2010 et 3.7% en 2017, les produits alimentaires sont en 3^{ème} place avec 1.05% en 2010 et 0.55% en 2017, en 4^{ème} position les biens de consommation non alimentaire.

On remarque une diminution des produits bruts et biens d'Equipement industriels et agricole en 2010 par rapport à 2017.

7.2. L'évolution des exportations par région économique

Tableau N °05 : l'évolution des exportations par région économique période 2010à2017

Valeur en million USD

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
UE	28009	17311	20172	41277	40520	22976	16739	20291
O.C.D.E (Hors U.E)	20278	13369	12085	12210	10482	5288	6251	6496
Autre pays D'Europe	10	16	15	52	49	37	80	63
Amérique du sud	2620	2395	1894	3211	3005	1683	1678	2473
Asie (sans les pays arabes)	4982	2529	2617	4697	4851	2409	2331	3321
Pays Arabe (sans U.M.A)	694	303	543	1958	1958	71	385	749
Pays de Maghreb	1281	712	873	2639	2639	572	1368	1268
Autre pays Afrique	79	75	19	91	91	82	51	102
Total	57053	36710	38218	66135	63595	33118	28498	34763

Source : Douane algérienne

D'après le tableau, on constate que les exportations algériennes s'effectuant principalement avec l'union européenne pendant la période de 2010 jusqu'à 2017 suivie

par l'OCDE, les pays du Maghreb, l'Amérique du sud et les autres pays arabes et européenne ne représentent qu'une part marginale.

8. L'évolution des classements des dix premiers clients de l'Algérie

Tableau N°6: classements des dix premiers clients de l'Algérie de 2010-2017

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1	USA	USA	Italie	Espagne	Grand Bretagne	Espagne	Italie	Italie
2	Italie	Italie	USA	Italie	Espagne	Italie	Espagne	France
3	Espagne	Espagne	Espagne	Royaume-Uni	France	France	USA	Espagne
4	Pays bas	France	France	France	Italie	Grande Bretagne	France	Etats-Unis
5	France	Pays-Bas	Pays-Bas	USA	Turquie	Pays-Bas	Brésil	Brésil
6	Canada	Canada	Canada	Pays-Bas	Belgique	Turquie	Canada	Turquie
7	Turquie	Belgique	Royaume-Uni	Canada	USA	USA	Pays-Bas	Pays-Bas
8	Brésil	Turquie	Brésil	Brésil	Pays -Bas	Brésil	Turquie	Royaume Uni
9	Belgique	Royaume-Uni	Turquie	Turquie	Maroc	Belgique	Grand Bretagne	Portugal
10	Inde	Brésil	Chine	Chine	Portugal	Portugal	Belgique	Belgique

Source : douane algérienne.

Le tableau reprend les principaux clients de l'Algérie : les dix premiers partenaires de l'Algérie concentrent à eux seuls plus de 82 % des exportations algériennes. En effet, premier client de l'Algérie en 2010 et 2011 est les Etats-Unis, en 2012 ils sont passés en deuxième position et en 3^{ème} en 2016 et la 4^{ème} en 2017.

Chapitre 1 la structure du commerce extérieur et la balance commerciale

L'Italie est le premier client de l'Algérie en 2012 et 2017 et le deuxième en 2010, 2011, 2013 et 2015, pour passer en 4^{ème} position en 2014.

L'Espagne est en première position en 2013 et 2015, et en 2^{ème} position en 2014 et 2016, pour passer enfin en 3^{ème} position en 2010, 2011 et 2017.

La France occupe la 5^{ème} position en 2010 et la 4^{ème} en 2012 à 2013 et 2016, la 3^{ème} place en 2014 et 2015 et la 2^{ème} position en 2017.

Les Pays-Bas étaient en 5^{ème} place en 2011, 2012 et 2015 et la 7^{ème} place en 2016 et 2017, ils sont passés à la 8^{ème} position en 2014.

Les autres pays occupent les dernières positions en raison de leur faible demande en hydrocarbures

Cette baisse de la demande américaine en hydrocarbures a eu pour conséquence une baisse des exportations. Par ailleurs, l'Espagne 3^{ème} client, pendant les trois dernières années est passée à la 1^{ère} position en 2013, et en 2^{ème} position 2014, 2015. L'Italie demeure un important client de l'Algérie par sa 2^{ème} place en 2010 et 1^{ère} place pendant la période 2016 à 2017. La France passe au rang de deuxième client durant l'année 2017 et à la 4^{ème} place en 2016.

9- L'évolution des exportations hors-hydrocarbures

Tableau n°7: Evolution de la part des exportations hors hydrocarbures en milliards de dollars courant de 2008 à 2022.

Année	Total des exportations hors hydrocarbure	Année	Total des exportations hors hydrocarbure	Année	Total des exportations hors hydrocarbure
2008	1,40	2013	1,05	2018	2,22
2009	0,77	2014	1,67	2019	2,1
2010	0,97	2015	1,50	2020	1,9
2011	1,23	2016	1,39	2021	4,5

Chapitre 1 *la structure du commerce extérieur et la balance commerciale*

2012	1,15	2017	1,37	2022	4,9
------	------	------	------	------	-----

Source : Réalisé à partir des données des rapports annuels de la banque d'Algérie et à partir de FMI

D'après les données de ce tableau, on constate que le volume des exportations hors hydrocarbures est instable et enregistre des fluctuations tout au long de la période allant de 2008 jusqu'à 2022

En 2009, une valeur de 0,77 milliards de dollars des exportations hors hydrocarbure contre 1,4 milliards de dollars en 2008, Soit une baisse de 0,63 milliards de dollars, on remarque une augmentation de 0,46 milliards de dollars pour atteindre 1,23 milliards de dollars en 2011.

Au cours des années 2012 2013 les exportations hors carbure ont connu une baisse de 0,18 milliards de dollars, soit un solde qui s'élève à 1,05 milliards de dollars en 2013.

En 2014 les exportations hors hydrocarbures étaient de 1,67 milliards de dollars, soit une hausse de 0,62 milliards de dollars par rapport à l'année 2013.

Le solde des exportations hors hydrocarbures en 2017 était de 1,37 milliards de dollars, soit une dépréciation de 0,30 milliards de dollars par rapport à 2014, suivi d'un fort accroissement qui est de 0,85 milliards de dollars avec un solde de 2,22 milliards de dollars en 2018, cette augmentation des exportations hors hydrocarbures est considérée comme une conséquence d'une politique restrictive des importations mise en place par le gouvernement algérien, En limitant les importations de certains biens, l'Algérie encourageait la production nationale et créait ainsi de nouvelles opportunités d'exportation pour les produits fabriqués localement. Cela a permis aux entreprises algériennes de se concentrer davantage sur les marchés extérieurs et de diversifier leurs sources de revenus.

On remarque encore une fois une baisse de l'exportation hors hydrocarbures en 2020 d'un montant de 0,32 milliards de dollars, le solde donc était de 1,9 milliards de dollars en 2020, cette baisse est liée à la pandémie du COVID-19.

Enfin les exportations hors hydrocarbures ont connu une forte croissance allant de 1,9 milliards de dollars en 2020 à 4,9 milliards de dollars en 2022, soit une augmentation de 3 milliards de dollars grâce à la mise en œuvre des politiques visant à diversifier l'économie et à réduire sa dépendance excessive aux hydrocarbures. Cela peut inclure des mesures visant à promouvoir les secteurs non pétroliers Cette diversification a entraîné une augmentation des exportations hors hydrocarbures.

Même si la part des exportations hors hydrocarbures augmente, mais elle reste très faible.

Conclusion de la section

L'Algérie est un pays riche en ressources naturelles, notamment en pétrole et en gaz, qui représentent une grande part de ses exportations. Le pays exporte également des produits agricoles, des produits miniers et des produits manufacturés mais avec des quantités très faibles.

En ce qui concerne les importations, l'Algérie importe principalement des produits alimentaires, des biens de consommation et des machines et équipements. Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie sont l'Union européenne, la Chine, et les États-Unis.

Cependant, la dépendance excessive de l'Algérie aux exportations de pétrole et de gaz a eu un impact négatif sur sa balance commerciale et sur son économie en général. Les fluctuations des prix du pétrole ont un impact important sur les revenus d'exportation de l'Algérie, ce qui rend l'économie vulnérable aux chocs externes.

Section 2 ; le solde de la balance commerciale

La balance commerciale comptabilise la valeur des exportations et des importations de biens d'un pays avec le reste du monde.

Le solde de la balance commerciale est positif lorsque les exportations sont supérieures aux importations du pays dans ce cas on parle d'excédent commercial. À l'inverse, il y a un déficit commercial lorsque la valeur des exportations est inférieure à celle des importations et dans ce cas le solde de la balance commerciale est négatif. La balance commerciale tient compte de tous les biens et services exportés et importés. C'est une des composantes majeures de la balance des paiements. Un excédent ou un déficit commercial marqué pour un seul produit ou une seule catégorie de produits indique que l'économie nationale possède un avantage ou un handicap concurrentiel particulier pour ce produit sur le marché international.¹⁶ Dans cette section, nous allons procéder à une analyse de la balance commerciale de l'Algérie sur la période de 2008 à 2022, en s'appuyant sur plusieurs techniques de collecte d'informations telles que les documents et les rapports annuels de la direction générale des douanes algérienne.

1. Analyse du Solde commercial :

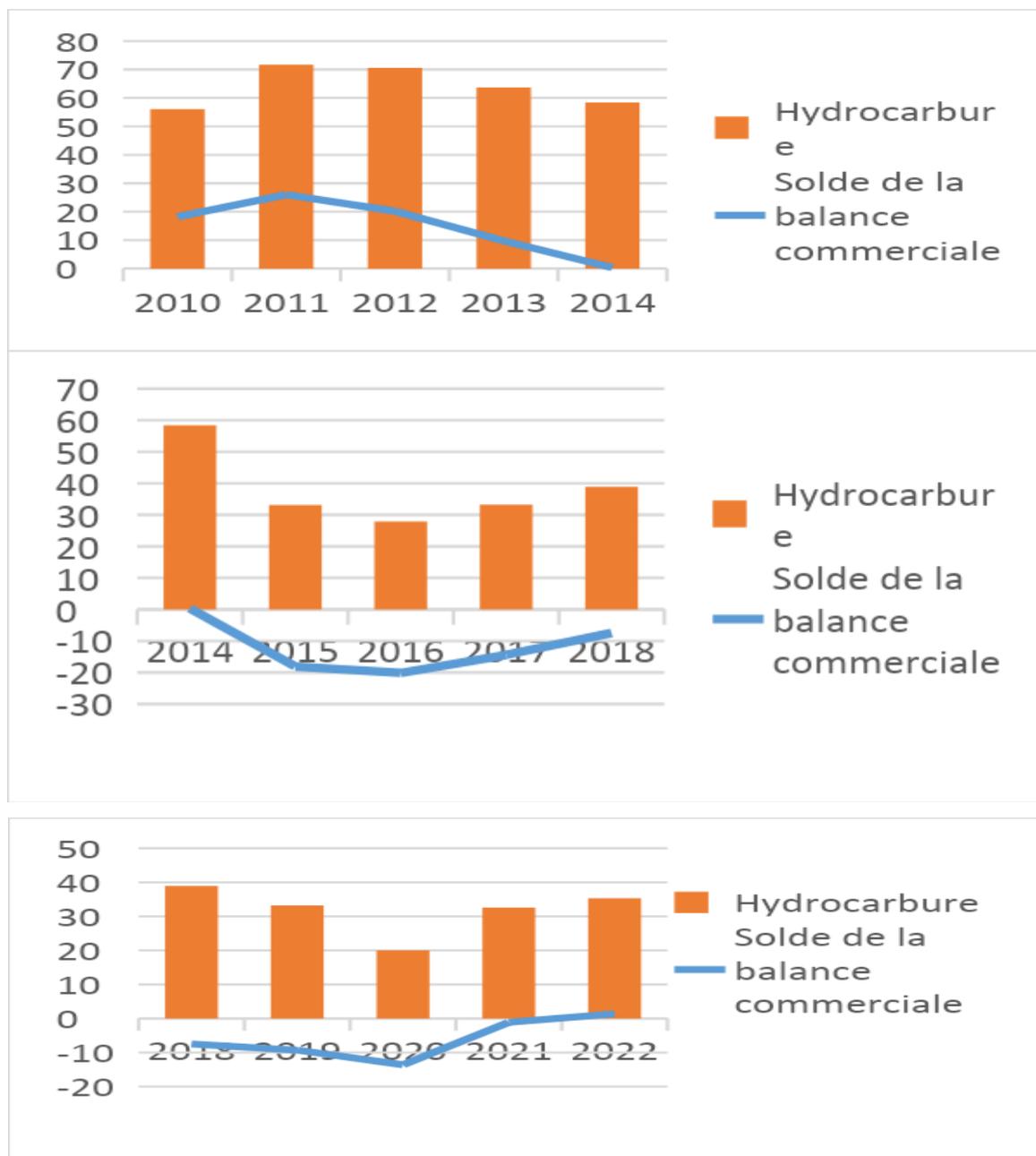
Le solde commercial désigne, pour un pays, la différence entre les exportations et les importations de marchandises.

Cette expression renvoie à la notion de balance commerciale qui était une des balances incluses dans la balance des paiements avant que la présentation ne soit modifiée en 1995. Depuis cette date, la balance commerciale n'existe plus en tant que telle, mais, par habitude, l'expression solde commercial reste encore utilisée.

¹⁶vie-publique, Balance commerciale et balance des paiements, (2019)

Figure N°2 : graphiques : Evolution de la balance commerciale en fonction des prix des

Hydrocarbures



Source : établis grâce aux statistiques des rapports annuels de la banque centrale d'Algérie.

Selon le graphe, de 2010 jusqu'à 2014, nous remarquons un solde de la balance commerciale excédentaire en raison de la hausse des prix des hydrocarbures.

A partir de l'année 2014, les prix des hydrocarbures ont chuté en raison du contre choc pétrolier, par conséquent le solde de la balance commerciale a également baissé ce qui signifié un solde déficitaire, En 2020, les cours des hydrocarbures ont baissé encore plus a cause de la

crise sanitaire, le solde de la balance commerciale a logiquement suivi cette baisse pour enregistrer également un déficit.

Durant l'année 2021, les prix des hydrocarbures commencent à augmenter à nouveau et en 2022, nous avons enregistré une hausse considérable des cours à cause de l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour avoir enfin un solde de la balance commerciale excédentaire depuis 2014.

D'après analyse nous constatons que le solde de la balance commerciale est dépendant du prix des hydrocarbures et du cours du dollar, il existe une forte corrélation entre les deux en raison de l'importante part que prends l'exportation des hydrocarbures facturés en dollar sur la somme des exportations totale de l'Algérie.

Quand les prix des hydrocarbures augmentent, le solde de la balance commerciale à une tendance vers la hausse, et vis-versa.

2. L'impact de l'évolution du change du dinar algérien sur le déficit de la balance commerciale

Le taux de change du dinar algérien et le déficit de la balance commerciale peuvent être lié, le taux de change du dinar algérien est déterminé par l'offre et la demande sur le marché des changes. Si la demande de dinars algériens est supérieure à l'offre, le dinar aura tendance à s'apprécier par rapport aux autres devises. En revanche, si l'offre de dinars algériens dépasse la demande, le dinar pourrait se déprécier.

Le déficit de la balance commerciale d'un pays se produit lorsque la valeur des importations dépasse celle des exportations. Cela signifie que le pays achète plus de biens et de services à l'étranger qu'il n'en vend. Si l'Algérie est fortement dépendante des importations pour répondre à la demande intérieure de biens et de services, une dépréciation du dinar peut rendre les exportations moins chères et les importations plus coûteuses, ce qui pourrait augmenter le déficit de la balance commerciale. Sur ce nous allons étudier l'évolution du taux de change du dinar par rapport à l'euro et dollar.

De 1986 à 2002, le cours du dinar a été déprécié de 4,82 DZD à 79,92 DZD pour 1 USD, soit de 1 558 %. Au début de l'année 2012, et à la suite des fortes augmentations de salaires des fonctionnaires durant l'année 2011, l'État a opéré une nouvelle fois une dévaluation d'environ 10 % du dinar par rapport au dollar et à l'euro. ¹⁷

¹⁷ www.perspectivemonde.com .

Chapitre 1 *la structure du commerce extérieur et la balance commerciale*

En l'espace de dix ans, le dinar a perdu 42% de sa valeur vis-à-vis du dollar américain et 74% de sa valeur vis-à-vis de l'euro. En 2011, il fallait déboursier (en moyenne annuelle) 102 dinars pour avoir un euro et 73 dinars pour avoir un dollar américain. En 2020, il faut déboursier (en moyenne annuelle) un peu plus de 144 dinars pour avoir un euro et un peu plus de 127 dinars pour avoir un dollar américain. Le différentiel qui existait entre ces deux monnaies en 2011 et qui était de l'ordre de 40% environ a été réduit à 13% seulement en 2020. Ce qui réduit les arbitrages en termes de commerce extérieur¹⁸

Tableau n°8 : évolution de la valeur du dinar algérien par rapport au dollar US et à l'euro sur une période de 50 ans.

USD/DZD ET EUR/DZD

Année	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020
Un dollar USD en Dinar algérien	4.01	7.86	44.61	76.87	74.84	74.52	107.27	132.31
Un euro en dinar algérien	-	-	-	71.53	88.29	99.57	116.79	161.31

Source : établi à partir des statistiques de la banque mondiale recueillis sur le site : www.perspectivemonde.com .

Nous constatons que la balance commerciale subit les fluctuations des deux monnaies utilisées lors les échanges commerciaux a savoir le dollar pour les exportations et l'euro pour les importations.

Dans ce tableau nous illustrons l'évolution du dinar par rapport au dollar et l'euro. En effet, les fluctuations des deux monnaies sur le marché d'échange rendent la structure de commerce extérieure algérien fragile.

¹⁸ Tableau de bord de l'économie nationale

Conclusion de la section

Le solde de la balance commerciale de l'Algérie est étroitement lié aux prix du pétrole, car le pétrole et le gaz représentent une part importante des exportations du pays. Si les prix du pétrole augmentent, les revenus d'exportation de l'Algérie augmentent également, ce qui peut aider à réduire le déficit de la balance commerciale. En revanche, si les prix du pétrole diminuent, les revenus d'exportation de l'Algérie diminuent également, ce qui peut aggraver le déficit de la balance commerciale.

Comme les fluctuations des exportations des hydrocarbures sont des variables exogènes qui dépendent de plusieurs facteurs économiques et politiques, l'Etat algérien a opté pour une politique restrictive des importations afin de maîtriser l'évolution des exportations et encourager la production locale.

Conclusion de chapitre

Après une présentation du commerce extérieur de l'Algérie et le solde de la balance commerciale, nous avons constaté que la majorité des recettes liés à l'exportation sont tributaire du marché des hydrocarbures c.-à-d. : que l'état de l'économie nationale repose sur une base fragile et volatile qui est le prix du pétrole, en manque de diversification des exportations notamment des autres produits hors-hydrocarbures qui ne représentent qu'une affîne partie de la totalité des exportations et qui peinent à dépasser les 5% ce qui fait que les revenus générés par le commerce extérieur ont de plus en plus peine à couvrir la somme des importations qui ne cessent d'augmenter.

Concernant l'exportation des produits hors hydrocarbure, on a constaté une légère amélioration mais qui reste constante et prometteuse qui atteint approximativement 4,9 milliards de dollars en 2022 selon le FMI. Ces améliorations restent assez faibles par rapport au potentiel énorme dont dispose l'Algérie essentiellement en ressources naturelles et en capacité de diversifications de produits.

Notre analyse montre que l'évolution du solde de la balance commerciale du pays reflète exactement les fluctuations du marché des hydrocarbures : c'est-à-dire qu'une balance commerciale déficitaire est forcément synonyme d'une baisse des prix du pétrole, à titre d'exemple la période qui s'étends de 2014 jusqu'à 2020 est caractérisée par des prix bas du pétrole ce qui fait également la baisse de balance commerciale.

Au final, la baisse des prix du pétrole à partir de 2014 a eu un impact significatif sur l'économie et le commerce extérieur de l'Algérie en raison de sa forte dépendance aux exportations de pétrole et de gaz naturel. Pour faire face à cette situation, l'Algérie a mis en place plusieurs politiques visant à réduire les dépenses en devises étrangères, parmi ces dernières on trouve la politique restrictive des importations.

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

Introduction

L'économie algérienne est fondée essentiellement sur la rente pétrolière, La chute des prix du pétrole a eu un impact important sur l'économie algérienne et provoqué un déficit pour la balance commerciale du pays. Pour faire face à cette situation le gouvernement algérien a été contraint de réduire les dépenses publiques et de mettre en place des mesures pour stimuler l'industrie nationale et opter pour une politique restrictive des importations afin de réduire la dépendance aux importations.

Ce chapitre a été structuré de manière à présenter dans la première section l'impact de la chute des prix du pétrole sur l'économie Algérienne et la deuxième section la mise en œuvre de la politique restrictive des importations en Algérie pour stabiliser son économie.

Section 1 : l'impact de la chute des prix de pétrole sur l'économie algérienne

Le contre-choc pétrolier est la chute brutale des prix du pétrole sur le marché pétrolier international, cette situation vient généralement après la période de choc pétrolier. C'est une combinaison soit d'une baisse des prix et d'une contraction de la demande soit d'une baisse des prix et d'une offre abondante.

1. Le contre choc pétrolier 2014

La baisse du prix du pétrole de 2014 commence à partir de l'été 2014 lorsque le prix du pétrole baisse significativement cette tendance se poursuivant jusqu'à le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie .cette baisse des prix traduit un déséquilibre sur le marché pétrolier, en effet la production pétrolière mondiale est en surproduction pendant cette période, c'est-à-dire que l'offre est supérieure a la demande, cette baisse des cours s'inscrit dans un contexte géopolitique et économique particulier induit des multiples conséquences sur l'économie mondiale et l'économie Algérien.

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

1.1. Les causes du contre choc pétrolier 2014 : ¹⁹

En juillet 2014 et février 2016 le cours de Brent a baissé de plus de 65% passant de 110 à 35 dollars par baril. Selon certains analystes, le prix du baril ne devrait pas remonter au-dessus de 80 dollars avant 2020 plusieurs causes sont identifiables.

- **Ralentissement économique de la Chine et autres pays émergents** : A partir de 2014 la croissance de l'économie chinoise connaît un certain ralentissement. De nombreux indicateurs sont en déclin comme les ventes au détail, la consommation d'électricité, les investissements en capital fixe (infrastructures) ou encore la production industrielle. Pour la première fois depuis la crise 2008 la croissance économique de la Chine est tombée au troisième trimestre 2015 sous 7% en rythme annuel, le produit intérieur brut (PIB) de la deuxième économie mondiale n'ayant progressé que de 6.9% ce ralentissement a pour conséquence de réduire la croissance de la demande de pétrole.
- **Développement de la production de pétrole non conventionnel** : La production de pétrole s'oriente à la hausse aux Etats-Unis à partir de 2008, grâce notamment à l'exploitation de pétrole schiste. Les Etats-Unis produisaient plus de 11 millions de baril par jour en 2014. Le taux de dépendance des Etats-Unis vis-à-vis du pétrole étranger est ainsi passé de 60% en 2005 à 30% en 2016.
Les progrès techniques dans l'exploitation des hydrocarbures de schiste à partir du début des années 2000 ont augmenté de manière exceptionnelle la rentabilité de ses forages, ce qui explique la hausse de la production pétrolière américaine cette dernière contribue à la surproduction mondiale qui pèse sur les prix.
- **Décisions stratégiques de l'OPEP** : l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui représente certains des plus grands producteurs de pétrole au monde, a décidé de maintenir sa production de pétrole en dépit de la surabondance sur le marché. Cette décision a contribué à maintenir l'offre élevée de pétrole, ce qui a exercé une pression à la baisse sur les prix.
- **Retour de l'Iran sur le marché pétrolier** : Le 14 juillet 2015 les grandes puissances (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) ont signé à Vienne un

¹⁹ COPINSCHI. Ph, 2015, Impact de la baisse du prix sur les pays producteurs d'Afrique, équatoriale, GRIP, n°23, Bruxelles, pp4-5.

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

accord avec l'Iran sur le programme nucléaire de ce dernier. A partir de 2016 l'Iran peut donc de nouveau exporter son pétrole. L'offre de pétrole pouvait augmenter d'un million de barils par jour ce qui à terme pèserait sur le prix.

1.2. L'impact de la chute des prix du pétrole sur la croissance économique de l'Algérie :

Selon le FMI, la situation économique s'est dégradée depuis le contre choc pétrolier de 2014, les cours de pétrole ont chuté à un niveau le plus faible depuis 2004. Donc l'impact de cette chute est négatif sur les économies dépendantes des hydrocarbures comme l'Algérie. Cette situation de baisse des prix du pétrole a généré une régression importante de la croissance économique, des soldes budgétaire et extérieur. A cet effet, le déficit budgétaire a doublé en s'établissant à 16% du PIB en 2015, le PIB réel a progressé de 3,9%, mais hors hydrocarbures. En 2016 la croissance du PIB réel a baissée, au contraire la croissance hors hydrocarbures a augmentée. En fin en 2017 la croissance du PIB réel est encore baissée avec une stabilité de la croissance hors hydrocarbures, En 2018, le PIB réel de l'Algérie a enregistré une croissance de 1,5%.

En 2019, le PIB réel de l'Algérie a augmenté de 0,8%. Selon les chiffres officiels du gouvernement algérien, le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures en 2018 était de 3,3%, tandis qu'en 2019, il était de 3,8%. Cela suggère que l'Algérie a réussi à diversifier son économie en augmentant la part des secteurs non pétroliers dans son PIB.

La chute des prix du pétrole pendant la pandémie de Covid-19 a eu un impact significatif sur la croissance économique de l'Algérie. En 2020, les prix du pétrole ont connu une forte baisse, passant d'environ 60 dollars le baril en janvier à moins de 20 dollars le baril en avril. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique de l'Algérie a été de -4,9% en 2020, contre 0,8% en 2019.

Après le choc négatif de la pandémie et la chute des prix du pétrole en 2020, l'économie algérienne a commencé à se redresser en 2021 avec une croissance de 4,0 %, après une contraction de 4,9 % en 2020. La croissance devrait ralentir en 2022 à 3,7 %, en raison d'une production pétrolière limitée. Toutefois, les balances budgétaire et courante affichent une tendance à la hausse à court terme (0,9 % et 0,2 % du PIB en 2022). La nette amélioration des

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

finances publiques et de la balance courante est due à l'impact positif à court terme de la crise ukrainienne sur les exportations algériennes d'hydrocarbures.²⁰

1.3. L'impact de la chute des prix du pétrole sur la croissance économique des autres pays producteurs :

la chute des prix de pétrole a eu un impact important sur les pays producteurs de l'OPEP comme sur les pays hors l'OPEP.

A- Les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) : Vu le caractère rentier des économies des pays membres de l'OPEP, ces derniers ont été fortement affectés par la chute des prix de pétrole, mais à des degrés différents.

- **Pour l'Arabie saoudite :** La chute des prix du pétrole a considérablement réduit les revenus du pays, qui est l'un des plus grands exportateurs de pétrole au monde. Cela a eu un impact sur les finances publiques du pays, qui ont dû faire face à une réduction des recettes fiscales.

Selon une étude de la Banque mondiale publiée en 2017, la chute des prix du pétrole a entraîné une réduction de la croissance économique de l'Arabie saoudite de 2,3 % en 2016, avec une contraction de la production dans les secteurs pétrolier et non pétrolier. L'étude souligne également que les perspectives de croissance à long terme de l'Arabie saoudite sont soumises à des risques liés à la volatilité des prix du pétrole et à la nécessité de diversifier l'économie du pays. ²¹

- **Pour L'Iran :** À l'instar des pays de l'OPEP, la croissance économique s'est également affaiblie pour l'Iran en 2014 suite à la baisse des prix du pétrole et aux sanctions internationales liées à la poursuite de son programme nucléaire qui ont déjà largement réduit ses exportations de pétrole; de 118 milliards de dollars au cours de l'année 2012, mais en 2013 ses recettes pétrolières ont chuté jusqu'à 63 milliards, pour enfin atteindre 56 milliards en 2014²².

²⁰ Banque Africaine de Développement, rapport Perspectives économiques en Algérie 2022

²¹ La Banque mondiale, RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DANS LA RÉGION MENA (2017)

²² Aurélien Saussay et autres, " Baisse des prix du pétrole : aubaine économique, défi écologique", tiré du site www.tnova.fr consulté le 16 Avril 2023

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

La baisse d'inflation, un creusement du déficit interne et externe et une dépréciation de taux de change sont les principaux effets de la baisse des prix de pétrole sur ce pays.

- **Venezuela** : est un pays criblé de dettes car au cours des dix dernières années, le Venezuela bénéficiait du soutien financier de Pékin, le pays a en effet reçu près de 45 milliards de dollars de la Chine, mais cette dernière étant confrontée à un ralentissement de son économie et donc de sa demande en pétrole, elle ne pourra plus soutenir ce pays. La chute brutale des prix de pétrole a fortement contracté la croissance économique du pays soit -5,7% du PIB. En effet, sur le plan du commerce extérieur, la faiblesse persistante des cours de pétrole et le manque d'investissement a affecté le solde courant de Venezuela pour atteindre -3% en 2015.

- **Pour l'Irak** : l'activité pétrolière du pays représente plus de 50 % du PIB et 90 % de l'activité industrielle. L'effondrement des prix de pétrole a des effets fatals sur l'économie iraquienne. Le déficit budgétaire du pays a continué d'augmenter passant de -5,6 % en 2014 à -13,7 % en 2015 et le solde courant est passé de -0,8 % en 2014 pour atteindre -7,2 % en 2015. En effet, le taux de croissance du PIB a diminué pour s'établir à environ -0,4 % en 2014 et -2,4 % en 2015, l'inflation s'est baissée passant de 2.2 en 2014 à 1.4 en 2015, et le taux de change s'est déprécié de 1162 IQD en 2013 à 1166 IQD en 2014 pour atteindre 1167.63 IQD en 2015.²³

B- Sur les pays hors OPEP : La baisse des prix du pétrole a également affecté les pays hors OPEP tels que la Russie et les USA.

- **Russie** : la Russie est l'un des pays les plus affectés par la chute des cours de pétrole vu la forte dépendance de ses exportations des hydrocarbures. Les revenus du gouvernement russe ont diminué et la valeur du rouble a chuté, ce qui a entraîné une inflation élevée et des difficultés pour les entreprises russes endettées en devises étrangères.

Selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2016, la chute des prix du pétrole a entraîné une récession économique en Russie. Le PIB russe a diminué de 3,7% en 2015 et de 0,2% en 2016. Le rapport indique que les investissements ont diminué de 8,3% en 2015 et de 3,7% en 2016, tandis que les exportations ont diminué de 33% en 2015.

²³Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, étude économique sur l'Irak(2022)

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

Le rapport souligne également que la chute des prix du pétrole a eu des effets différenciés selon les régions de Russie, les régions exportatrices de matières premières étant plus touchées que les autres.²⁴

- **Les USA** : Selon l'EIA (Energy Information Administration), l'augmentation très rapide de la production domestique a conduit les Etats-Unis à ne plus importer que 27% de leur consommation de pétrole en 2014, contre 49,3% en 2010. Au cours de la même période, le poids dans la valeur ajoutée de l'industrie pétrolière et des industries de supports à l'extraction est passé de 1,7% à 2,1%. Ces profondes évolutions ont fait des États-Unis un pays tant consommateur que producteur de pétrole, ce qui modifie l'impact de l'évolution des prix du pétrole sur son économie.²⁵

2. Les pays producteurs face aux fluctuations des prix de pétrole :

pour faire face à la situation de la baisse des prix de pétrole, les pays producteurs ont adopté plusieurs stratégies pour stabiliser la situation.

2.1. Les stratégies adoptées par les pays de l'OPEP :

Les pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ont adopté plusieurs stratégies pour faire face aux fluctuations des prix du pétrole. Voici quelques-unes des principales stratégies :

- La réduction de la production : Lorsque les prix du pétrole baissent, les membres de l'OPEP peuvent décider de réduire leur production pour limiter l'offre sur le marché et faire remonter les prix. Cette stratégie a été utilisée plusieurs fois par le passé pour stabiliser les prix du pétrole.
- La coopération avec des pays non membres de l'OPEP : Les membres de l'OPEP peuvent également travailler avec des pays non membres de l'organisation pour stabiliser les prix du pétrole. Par exemple, l'OPEP a travaillé avec la Russie pour limiter la production de pétrole et faire remonter les prix.
- La diversification de l'économie : Les membres de l'OPEP peuvent également chercher à diversifier leur économie pour réduire leur dépendance à l'égard du pétrole. Cette stratégie

²⁴ Banque mondiale, "Perspectives économiques mondiales - Janvier 2016".

²⁵ Antonin.C, Ducoudré.B, et all, (2015) « PÉTROLE : DU CARBONE POUR LA CROISSANCE », Revue de l'OFCE, 138 (2015) .P. 10.

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

peut être réalisée en investissant dans des secteurs autres que le pétrole, tels que le tourisme, les services financiers ou l'agriculture.

- La gestion des réserves de change : Les membres de l'OPEP peuvent également utiliser leurs réserves de change pour faire face aux fluctuations des prix du pétrole. Ces réserves peuvent être utilisées pour maintenir la stabilité économique et financière du pays, ou pour investir dans des projets d'infrastructure ou des secteurs non pétroliers.

En plus de ces stratégies, d'autres pays ont opté également pour une politique restrictive des importations telle que l'Arabie Saoudite et le Venezuela

- Arabie Saoudite: L'Arabie Saoudite, qui est le plus grand producteur de pétrole de l'OPEP, a réduit ses importations pour faire face à la baisse des prix du pétrole en 2014. Selon un article de Bloomberg de 2016, les importations de l'Arabie Saoudite ont chuté de 14% en 2015.

- Le Venezuela : qui est également un important producteur de pétrole, a adopté une politique de restriction des importations en 2015 pour faire face à la baisse des prix du pétrole. Cette politique visait à réduire les importations de biens non essentiels tels que les voitures et les produits de luxe.

2.2. Les pays hors l'OPEP :

Les pays non membres de l'OPEP) ont également adopté plusieurs stratégies pour faire face aux fluctuations des prix du pétrole

- les Etats-Unis

Les États-Unis ont également adopté plusieurs stratégies pour faire face aux fluctuations des prix du pétrole en 2014. Voici quelques-unes des principales stratégies :

- L'augmentation de la production de pétrole de schiste : Les États-Unis ont augmenté leur production de pétrole de schiste pour réduire leur dépendance aux importations de pétrole. Cette stratégie a permis aux États-Unis de devenir le premier producteur de pétrole au monde, devant l'Arabie Saoudite et la Russie.
- La diversification des sources d'énergie : Les États-Unis ont également cherché à diversifier leurs sources d'énergie en développant des sources d'énergie renouvelable, telles que l'énergie éolienne et solaire. Cette stratégie a permis de réduire la dépendance aux combustibles fossiles et de réduire l'impact environnemental de la production d'énergie.

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

- La promotion de l'efficacité énergétique : Les États-Unis ont également encouragé l'efficacité énergétique en adoptant des normes plus strictes pour les appareils électroménagers, les bâtiments et les véhicules. Cette stratégie a permis de réduire la consommation d'énergie et de réduire les coûts pour les consommateurs.
- La coopération avec d'autres pays : Les États-Unis ont également travaillé avec d'autres pays producteurs de pétrole, tels que l'Arabie Saoudite, pour stabiliser les prix du pétrole sur le marché mondial. Cette coopération a abouti à la signature d'un accord en 2016 entre l'OPEP et d'autres producteurs de pétrole, qui a permis de limiter la production de pétrole et de faire remonter les prix.

Les États-Unis ont mis en place plusieurs mesures de protectionnisme sous l'administration de Donald Trump, notamment des droits de douane sur l'acier et l'aluminium importés, ainsi que sur les produits chinois

- La Russie

Après la chute radicale des prix du pétrole en 2014, la Russie a mis en place plusieurs stratégies pour faire face à cette situation difficile :

- Diversification de l'économie : La Russie a commencé à se concentrer sur la diversification de son économie pour réduire sa dépendance au pétrole et aux exportations de gaz naturel. Le gouvernement a mis en place des politiques pour promouvoir les investissements dans l'agriculture, les industries lourdes, les technologies de l'information et les infrastructures.²⁶
- Augmentation de la production de pétrole : Malgré la baisse des prix, la Russie a continué d'augmenter sa production de pétrole pour maintenir sa position dans le marché mondial. Cependant, cette stratégie a conduit à une surproduction et à une pression supplémentaire sur les prix du pétrole.²⁷
- Réduction des coûts et des dépenses publiques : La Russie a adopté des mesures d'austérité pour réduire les coûts et les dépenses publiques, y compris des coupes dans

²⁶ : Russia-Direct.org - Russia's Economic Strategy: Moving Beyond Oil Dependence

²⁷ OilPrice.com - Why Russia Continues To Boost Oil Production

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

les budgets des ministères, des réductions des salaires des fonctionnaires et des restrictions sur les dépenses militaires.²⁸

- La réduction des coûts de production : La Russie a également cherché à réduire les coûts de production de pétrole en utilisant des technologies plus efficaces et en réduisant les coûts d'exploration et de production. Cette stratégie a permis de maintenir la rentabilité des producteurs de pétrole russes malgré la baisse des prix du pétrole.

La Russie a également adopté une politique de substitution aux importations après la chute des prix du pétrole, la Russie a décidé de réduire ses importations pour soutenir son économie nationale. En 2014, le gouvernement a imposé une restriction sur les importations de certains produits alimentaires en provenance de l'Union européenne et des États-Unis

3. L'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur les prix des hydrocarbures :

En réponse à la hausse des prix du pétrole due à l'escalade de la guerre en Ukraine, les pays de l'OPEP ont augmenté leur production de pétrole au cours des derniers mois. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la production de pétrole de l'OPEP a augmenté de 910 000 barils par jour en août 2021, atteignant un total de 26,76 millions de barils par jour.

Les pays de l'OPEP ont généralement bénéficié de l'augmentation des prix du pétrole, car ils sont parmi les principaux producteurs mondiaux. En réponse à la hausse des prix, certains pays de l'OPEP ont adopté les stratégies suivantes :

- Augmentation de la production : Certains pays de l'OPEP ont augmenté leur production de pétrole pour profiter des prix plus élevés et pour répondre à la demande croissante des marchés mondiaux.
- Réduction des subventions aux carburants : Certains pays de l'OPEP ont réduit les subventions aux carburants pour réduire la demande intérieure de pétrole et pour maximiser les revenus d'exportation.
- Investissement dans la production de gaz naturel : Certains pays de l'OPEP ont investi dans la production de gaz naturel pour diversifier leur économie et pour réduire leur dépendance à l'égard des exportations de pétrole.

²⁸ Bloomberg.com - Russia's Budget Crunch Is Forcing Some Tough Decisions

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

- Restructuration des entreprises pétrolières nationales : Certains pays de l'OPEP ont restructuré leurs entreprises pétrolières nationales pour les rendre plus compétitives sur les marchés mondiaux et pour augmenter leur rentabilité.

Conclusion de la section

Le marché pétrolier est caractérisé depuis quelques années, par une baisse brutale des prix, en rupture totale avec les niveaux de prix observés lors des années précédentes, à cause de plusieurs facteurs notamment le déséquilibre entre l'offre et la demande.

Cette baisse des prix du pétrole a eu un impact important sur les pays producteurs, qui sont fortement dépendants des revenus pétroliers pour leur économie, Pour faire face a cette situation plusieurs pays producteurs ont opté pour plusieurs stratégies y compris la politique restrictive des importations visant à réduire les importations de biens non essentiels afin de stimuler la production locale et de réduire les sorties de devises étrangères

Section 2 : La mise en œuvre de la politique restrictive des importations en Algérie

Les opérations d'importations des marchandises sont principalement soumises aux dispositions de l'ordonnance 03-04 du 19 juillet 2003 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importations de marchandises. La modification de cette ordonnance est intervenue suite à la baisse du prix du pétrole en 2015 dans la logique de réduire la facture des importations, et ce en vertu de la loi 15-15 du 15 juillet 2015, nous explorons dans cette section les principales dispositions relatives aux opérations de commerce extérieur avant et après la modification.

1. Les importations avant la modification de l'ordonnance 03-04 du 19 Juillet 2003 :

L'Ordonnance n° 03-04 du 19 juillet 2003 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importation de marchandises. La présente ordonnance a pour objet de définir les règles générales applicables aux opérations d'importation de marchandises, ci-après dénommées « produits ». Cette ordonnance comprend les dispositions générales et des mesures la protection de la production nationale.

1.1. Les mesures des dispositions générales ²⁹

Ces mesures concernent :

- L'interdiction de l'importation de tout produit portant atteinte à la sécurité, à l'ordre public et à la morale ;
- l'imposition des mesures particulières sur les opérations d'importation et d'exportation des produits touchant à la santé humaine et animale, à l'environnement, à la protection de la faune et la flore et à la préservation des végétaux ;
- L'obligation de la réalisation des opérations du commerce extérieur par des personnes physiques ou morales ayant la qualité de commerçant ;
- Le contrôle de change obligatoire des opérations d'import/export ;
- L'exigence de la conformité des produits importés aux spécifications relatives à la qualité et à la sécurité ;
- Les licences d'importation ou d'exportation peuvent être instituées dans certains cas.

²⁹ JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N°43 (JORA), P. 29.2003

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

1.2. Les mesures de protection de la production nationale :³⁰

Pour pouvoir préserver la production nationale, l'ordonnance souligne que des mesures peuvent être mises en œuvre telles que :

- La protection tarifaire par les droits de douane et les mesures de défense commerciales (sous forme de mesures de sauvegarde ou anti-dumping) ;
- La mise en place des mesures de sauvegarde lorsque la quantité de produit importé est énorme, au point de constituer un risque concurrentiel pour les produits nationaux similaires. Les mesures de sauvegarde comprennent la suspension partielle ou totale de concession et/ou d'obligation sous forme de restriction quantitative l'importation ou de relèvement de droit de douane ;
- L'établissement d'un compensateur pour compenser toute subvention accordée directement ou indirectement à la production, à l'exportation ou au transport de tout produit dont l'exportation vers l'Algérie cause un dommage à une branche de la production nationale ;
- L'application d'un droit anti-dumping sur tout produit dont le prix à l'exportation vers l'Algérie est inférieur à sa valeur normale ou à celle d'un produit similaire ;
- L'instauration de mesures de sauvegarde en cas de difficultés de la balance de paiement.

2. Les importations après la modification de l'ordonnance 03-04 du 19 Juillet 2003

L'augmentation du volume des importations pose deux problèmes majeurs pour l'économie nationale : une concurrence accrue sur les produits locaux et l'effondrement des réserves de changes qui servent à payer ces importations. Pour cela, les pouvoirs publics Algériens ont adopté depuis l'année 2015 une politique protectionniste visant à réduire les importations du pays. A cet effet, entre l'année 2015 et l'année 2017 des licences d'importation ont été instaurées pour un certain nombre de produits. Durant l'année 2018, une liste de produits a été soumise à la suspension provisoire à l'importation, conformément au Décret exécutif n°18-02 du 7 janvier 2018 portant désignation des marchandises soumises au régime de restrictions à l'importation, Cette restriction a touché plusieurs produits destinés à la consommation et plusieurs autres produits (851 sous-positions tarifaires)³¹.

³⁰ JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N°43 (JORA), P. 29.2003

³¹ JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 29, P.3.2018

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

En 2019, le Décret exécutif n°19-12 du 24 janvier 2019 modifie le décret exécutif n° 18-02 du 7 janvier 2018 portant désignation des marchandises soumises au régime de restrictions à l'importation, Cette liste contenait des marchandises composées de véhicules de transport tels que (des tracteurs, des voitures, des véhicules automobiles)³². Un droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS) a été instauré sur une liste de 1095 produits sous positions tarifaires portant sur plusieurs produits différents.

En 2021, le Décret exécutif n° 21-94 du 25 Rajab 1442 correspondant au 9 mars 2021 modifiant et complétant le décret exécutif n° 05-458 du 28 Chaoual 1426 correspondant au 30 novembre 2005 fixant les modalités d'exercice des activités d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état.³³

En 2022 le Décret exécutif n° 22-201 du 24 Chaoual 1443 correspondant au 25 mai 2022 complétant le décret exécutif n° 15-306 du 24 Safar 1437 correspondant au 6 décembre 2015 fixant les conditions et les modalités d'application des régimes de licence d'importation ou d'exportation de produits et marchandises.³⁴

3. Les mesures d'application de la politique restrictive des importations en Algérie

La politique de restriction des importations a connu trois mesures d'application. Le « système des licences à l'importation » « interdiction de plusieurs centaines de produits (851 sous-positions tarifaires) » et l'application d'un « droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS) »

3.1. Le système des licences d'importations

Les licences d'importation sont un outil de réglementation du commerce utilisé par les gouvernements pour contrôler les importations dans un pays donné. Elles sont généralement utilisées pour limiter l'importation de produits considérés comme une menace pour la sécurité nationale, la santé publique ou l'environnement.

³² JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 06, P.6.2019

³³ JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 20, P.12.2021

³⁴ JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 37, P.9.2022

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

Une licence d'importation est un document officiel délivré par le gouvernement qui permet à une entreprise ou à un individu d'importer des produits spécifiques dans le pays. Les licences peuvent être utilisées pour limiter les quantités d'importation ou pour imposer des restrictions sur les produits importés. Elles peuvent également être utilisées pour surveiller les importations et protéger les industries nationales.³⁵

Les licences d'importation ont touché l'importation des voitures, du ciment, le rond à béton, le bois et le fil machine. Une flambée des prix de ces produits a été enregistrée dès l'entrée en vigueur de ce dispositif. Cette situation a engendrée l'arrêt de plusieurs chantiers de construction à cause de la cherté des produits et de l'indisponibilité aussi. Bien plus, les entreprises qui utilisent ces produits comme matières premières ce sont retrouvées dans des situations très difficiles pour se procurer ces produits, et quand les produits sont disponibles ils sont généralement inaccessibles pour ces petites entreprises ainsi plusieurs cas de fermeture d'entreprises ont été enregistrés suite au système de limitation d'importation.

Quant aux voitures, les prix de celles-ci ont doublé en quelques mois et des usines de montages de véhicules ont été agréées pour remplacer l'importation de véhicules complets par l'importation de kits destinés aux montages avec tous les problèmes engendrés avec ces montages (sécurité, normes, la répartition des agréments)

Les modifications ont été apportées par la loi n°15-15 du 15 juillet 2015. Cette loi a été Promulguée dans le contexte de la chute du prix du baril de pétrole, elle avait donc pour principal objectif d'instaurer des mesures permettant de limiter les importations et rééquilibrer par conséquent la balance des paiements. C'est la raison pour laquelle, elle a mieux détaillé les conditions d'octroi des licences d'importation / d'exportation.

Elle souligne clairement que « des mesures de restriction quantitatives et/ou qualitatives et/ou des mesures de contrôle des produits à l'importation ou à l'exportation peuvent être appliquées dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur ».

Ces mesures visent à :

- Conserver les ressources naturelles épuisables conjointement avec l'application de ces restrictions à la production ou à la consommation ;

³⁵ Organisation mondiale du commerce, rapport de renseignements techniques sur les licences d'importation(2011)

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

- Assurer à l'industrie nationale de transformation les quantités essentielles de matières premières produites sur le marché nationale et ce, en conformité avec les principes prévus par les accords internationaux auxquels l'Algérie est partie ;
- Mettre en œuvre des mesures essentielles à l'acquisition ou la répartition de produits en prévision d'une pénurie ;
- Sauvegarder les équilibres financiers extérieurs et l'équilibre de marché ;
- L'application de règles relatives aux procédures de licences d'importation ou d'exportations d'une manière juste et équitable. Dans ce sens, la loi souligne que la licence d'importation ou d'exportation doit être présentée avec le dossier de dédouanement de la marchandise .L'objet de la licence est de limiter les quantités ou les valeurs des produits importés. Néanmoins, la loi est flexible quant à ces quantités ou valeurs, car elle tolère des écarts mineurs en la matière par rapport aux chiffres indiqués sur la licence, par suite de différences résultant du transport ou de chargement des marchandises non emballées, ou d'autres différences mineurs compatibles avec la pratique commerciale normale.

3.1.1. Les types de licences d'importation

Il existe deux types de licences d'importation ; les licences automatiques et les licences non-automatiques.

4. Les licences automatiques

On entend par licences automatiques d'importation des prescriptions administratives établies par les secteurs ministériels sous forme d'autorisations techniques et/ou statiques préalables à l'importation de produits et de marchandises.

Les licences d'importation qui sont accordées dans tous les cas sur présentation d'une demande, et qui ne sont pas administrées de façon à exercer des effets de restrictions sur les importations, ils s'appliquent par les dispositions suivantes³⁶ :

- Sont ouvertes à toute personne physique ou morale, qui remplit les conditions légales et réglementaire exigées pour effectuer des opérations d'importation des produits soumis à des licences automatiques ;
- Sont présentées n'importe quel jour ouvrable avant le dédouanement des marchandises ;
- Sont accordées dans une durée de dix jours maximum ;

³⁶ legal-doctrine.com/ la licence d'importation en droit algérien, consulté le 27 avril 2023

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

- Ils peuvent être maintenus aussi longtemps qu'existent les circonstances qui ont motivé leurs mises en œuvre.

-Les licences non automatiques

Les licences non automatiques, recouvrent toutes les licences d'importation ne répondant pas à la définition des licences d'importation automatiques, Elles s'appliquent par les dispositions suivantes ³⁷:

- Leurs procédures ne doivent pas exercer, sur le commerce d'importation ou d'exportation, des effets de restriction ou de distorsion s'ajoutant à ceux causés par l'introduction de la restriction
- Ces procédures correspondent, quand à leur champ d'application et à leur durée, à la mesure qu'elles servent à mettre en œuvre et elles n'imposent pas une charge administrative plus lourde que ce qui est absolument nécessaire pour administrer la mesure ;
- Les opérateurs économiques (personnes physiques ou morales) remplissant les conditions conformes à la législation et à la réglementation en vigueur, ont le droit de demander des licences et de voir sa demande prise en considération dans les conditions de légalité
- Accordée pour une durée de trente jours pouvant être prolongée pour une autre durée de trente jours ;
- Si la licence n'est pas accordée, les raisons doivent être motivées et communiquées à l'opérateur économique concerné ;
- La durée de validité des licences doit être raisonnable.

4.1. L'interdiction d'importation de certains produits

L'interdiction d'importation d'un certain nombre de produits a, quant à elle, engendré une pénurie de ces produits sur le marché national. Cette situation a eu comme effet négatif l'augmentation des prix de ces produits et le recours à l'importation frauduleuse (introduction sur le territoire national de ces produits dans des cabas à partir des aéroports et des frontières terrestres notamment). Et a eu comme effet, positif l'encouragement du produit local. En effet,

³⁷ Idem

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

le produit local a su s'adapter à cette situation par l'augmentation de la quantité produite et dans certains cas de la qualité aussi (boulonnerie, l'outil informatique, chocolaterie et confiserie, et aussi les produits agricoles, notamment les fruits et légumes).

Ces deux mécanismes (licences d'importation et l'interdiction des importations) ont engendré l'augmentation des prix, ont donc participé à l'augmentation du taux d'inflation à cause, notamment, de la pénurie engendrée par le manque de ces produits sur le marché national et l'augmentation, non justifiée, des prix des produits locaux, faite par des producteurs en situation de monopole ou quasi-monopole.

4.2. Le droit additionnel provisoire de sauvegarde

Les marchandises et produits qui ont été soumis à la suspension provisoire à l'importation durant l'année 2018, sont désormais, libre à l'importation moyennant le paiement d'un droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS).

Le DAPS concerne ainsi plusieurs groupes de produits à savoir les viandes blanches et rouges (à l'exception de la viande bovine congelée), les fruits secs, les fruits frais (à l'exception de la Banane), les légumes frais, la préparation de viandes, la préparation de poissons et les fruits conservés ou préparés. Il concerne également les préparations alimentaires, les préparations pour soupes et potages, les dérivés de céréales, le ciment, les produits cosmétiques et les papiers d'hygiène.

Ils sont aussi concernés par le DAPS, les produits plastiques, les caisses et caissettes en bois, les tapis, et autres revêtement de sol en matières textiles, le marbre et le granit finis, la céramique finie, les produits en céramique, le verre et l'ouvrage en verre, les ouvrages en fonte, l'aluminium et l'ouvrage en aluminium. Le communiqué cite aussi les articles de robinetterie sanitaire, les chaises et les meubles, les lustres, les machines et les articles électroménagers, la téléphonie mobile et les ouvrages divers.

Les marchandises et produits figurent dans la liste annexée à l'arrêté du Ministre du Commerce du 26 Janvier 2019 (Journal officiel n° 06)

Selon le ministère, la liste des marchandises et produits soumis au DAPS peut faire l'objet d'une révision et d'une "actualisation périodique", et ce, en fonction de l'évolution de la mise à niveau des entreprises nationales par rapport à la concurrence internationale et sur la base

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

Suivi de volume des importations desdits produits et ce, en coordination avec les secteurs économiques et les représentants des filières concernées.³⁸

Conclusion de la section

La politique restrictive des importations en Algérie fait référence aux mesures prises par le gouvernement algérien pour limiter les importations de produits étrangers dans le pays. Cette politique a été mise en place dans le but de protéger l'économie nationale, de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations et de promouvoir la production locale.

Plusieurs mesures ont été mises en place pour restreindre les importations en Algérie, les licences d'importation, l'interdiction d'importation de certains produits et des droits de douane élevés.

³⁸ legal-doctrine.com, **communiqué relatif aux mécanismes d'encadrement des opérations d'importation de marchandises**, consulté le 27/04/2023

Chapitre 2 : la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole ; contexte et défis

Conclusion de chapitre

Le contre-choc pétrolier de 2014 a eu un impact considérable sur les pays producteurs de pétrole, qui ont été confrontés à des défis économiques et financiers importants en raison de la baisse des prix du pétrole.

Les pays de l'OPEP et hors de l'OPEP ont été confrontés à une baisse des prix du pétrole en raison d'une surproduction mondiale de pétrole, combinée à une faible demande. Cette baisse des prix a eu un impact significatif sur leurs économies. Pour faire face à cette situation, les pays de l'OPEP et hors de l'OPEP ont adopté différentes stratégies pour stabiliser les prix du pétrole.

La guerre en Ukraine n'a pas directement eu un impact significatif sur les prix du pétrole. Cependant, l'escalade des tensions géopolitiques et des conflits internationaux peut entraîner une instabilité économique et une incertitude sur les marchés mondiaux de l'énergie, ce qui peut finalement influencer les prix du pétrole.

L'Algérie est l'un des pays très dépendants des exportations des hydrocarbures et de gaz. En conséquence, les fluctuations des prix du pétrole ont un impact important sur son économie. En réponse, le gouvernement a adopté une politique restrictive des importations visant à renforcer l'économie locale, à réduire la dépendance envers les importations et à protéger la balance des paiements du pays.

Dans le chapitre qui suit, nous allons étudier l'impact de cette politique restrictive des importations sur les différents indicateurs économiques et l'économie algérienne en générale.

***Chapitre 3 : l'impact de la politique
restrictive des importations sur
l'économie algérienne***

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

Introduction

A partir de l'année 2014, l'Algérie a connu une période de ralentissement économique qui a conduit à la mise en place de politiques économiques visant à stimuler la croissance et à renforcer la position du pays sur le marché international. Parmi ces politiques, la politique restrictive des importations a été largement mise en œuvre pour protéger l'industrie nationale, réduire la dépendance aux importations et rétablir l'équilibre de la balance commerciale.

Cependant, cette politique peut également avoir des impacts significatifs sur les différents indicateurs économiques d'un pays. Par exemple, la limitation des importations peut affecter la croissance économique, l'inflation, l'emploi, la balance commerciale, la compétitivité de l'industrie nationale, et la diversification de l'économie.

Il est donc important de mesurer les effets d'une politique restrictive des importations sur les différents indicateurs économiques afin de prendre des décisions éclairées et d'adopter une approche équilibrée qui tient compte des besoins économiques à court et à long terme.

Dans ce chapitre nous allons présenter une revue littérature sur la politique restrictive des importations dans la première section, et dans la deuxième section nous allons étudier l'impact de cette politique sur l'économie algérienne.

Section 1 : une brève revue littérature sur la politique restrictive des importations

Dans cette section nous allons présenter une revue de littérature des travaux empiriques et théoriques qui se sont intéressés à l'étude de l'impact des politiques restrictives des importations, en examinant les différentes études menées dans ce domaine, les résultats obtenus et les implications pour la politique économique et commerciale.

1. La revue littérature de la politique restrictive des importations à l'échelle mondiale :

La politique restrictive des importations est une pratique économique mise en place par les gouvernements pour limiter l'entrée de produits étrangers sur leur marché national. Cette politique vise à protéger les industries nationales en réduisant la concurrence étrangère, mais elle peut également conduire à des effets négatifs, tels que des coûts plus élevés pour les consommateurs et une réduction de l'efficacité économique.

Plusieurs études ont examiné les effets de la politique restrictive des importations dans différents pays du monde.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

- Une étude menée par le Fonds monétaire international (FMI) en 2016 a examiné l'impact des barrières commerciales sur la croissance économique des pays. Les résultats montrent que les pays qui ont réduit leurs barrières commerciales ont connu une croissance plus rapide que ceux qui ont maintenu ou augmenté ces barrières.
- Une étude menée par la Banque mondiale en 2019 a analysé l'impact des barrières commerciales sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les résultats montrent que les barrières commerciales peuvent perturber les chaînes d'approvisionnement et entraîner une baisse de la productivité et une augmentation des coûts.
- Une étude menée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2017 a examiné les effets de la politique restrictive des importations sur le marché du travail. Les résultats montrent que les restrictions commerciales peuvent entraîner des pertes d'emplois dans les secteurs qui dépendent des importations et une augmentation des emplois dans les secteurs qui bénéficient de la protection.

Ces études montrent que la politique restrictive des importations peut avoir des effets négatifs sur l'économie, mais il convient également de noter que chaque pays, a ses propres spécificités et que les effets peuvent varier en fonction de la situation économique et géographique.

La politique restrictive des importations en Algérie a été largement étudiée dans la littérature économique.

- Hoekman et Nicita, (2011) ont examiné les politiques restrictives des importations dans les pays en développement, y compris l'Algérie. Les auteurs soulignent que ces politiques peuvent être justifiées dans certaines circonstances, mais qu'elles peuvent également avoir des effets négatifs sur la croissance économique et le bien-être des consommateurs.
- Benaceur, (2014) a mené une étude où il a examiné les politiques causes et les conséquences économiques et sociales d'une politique restrictive des importations en Algérie. L'auteur souligne que cette politique est motivée par la volonté de protéger l'économie nationale, mais qu'elle peut avoir des effets négatifs sur la compétitivité et la diversification économique.
- Le rapport de l'Organisation mondiale du commerce (2017) publié dans Trade Policy Review examine la politique commerciale de l'Algérie, y compris la politique restrictive des importations. Le rapport souligne que cette politique a conduit à une

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

augmentation des coûts pour les entreprises, ainsi qu'à des problèmes de qualité et de disponibilité des produits.

- Bourioune, T, (2018), a étudié l'impact de la politique restrictive des importations, mise en œuvre par l'Algérie pour faire face aux effets négatifs de la chute mondiale du prix du pétrole en 2014-2016. La réalisation de cette étude s'est effectuée sur la base des données 1989 – 2016, de l'ONS, au moyen de la technique des « scénarios » du modèle des équations simultanées SEM. L'impact de la politique restrictive des importations, selon les résultats, semble se répercuter beaucoup plus en décroissance de la consommation, des dépenses publiques et du PIB sans aucun effet positif sur l'investissement et espoir d'import substitution.
- Cette étude est complétée par celle de Lakhal, (2018) "The Political Economy of Import Substitution in the Maghreb", Cet article examine la politique d'import substitution en Algérie et dans d'autres pays du Maghreb. L'auteur souligne que cette politique a été mise en place pour stimuler l'industrialisation et réduire la dépendance à l'égard des importations, mais qu'elle peut également conduire à une baisse de la qualité des produits et à des inefficacités économiques.

Ces études montrent que la politique restrictive des Importations en Algérie peut avoir des effets négatifs sur l'économie nationale, en limitant la concurrence, en augmentant les coûts pour les entreprises et en réduisant la qualité des produits. Cependant, ces politiques peuvent également être justifiées dans certaines circonstances, notamment pour protéger les industries émergentes.

Conclusion de la section

La revue littéraire sur la politique restrictive des importations en générale et particulièrement en Algérie ont montré des résultats mitigés. Alors que certaines recherches soulignent les avantages potentiels en termes de protection de l'industrie nationale et de diversification économique, d'autres mettent en évidence les effets négatifs tels que l'augmentation des prix, la baisse de la qualité des produits et l'impact sur l'environnement des affaires.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

Section 2 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

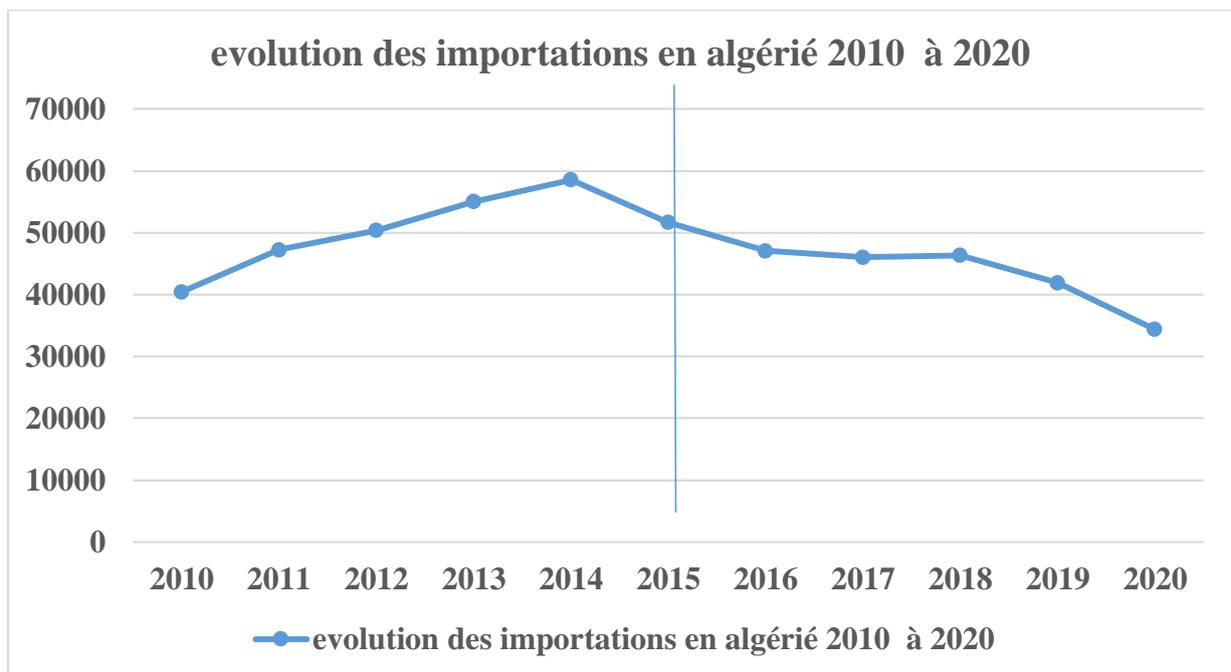
La politique restrictive des importations peut avoir des effets positifs ou négatifs sur les indicateurs économiques tels que la croissance économique, l'emploi, l'inflation, les investissements, Nous analyserons les données disponibles provenant de sources officielles sur une période spécifique, en mettant l'accent sur les années récentes, cette analyse permettra de mieux comprendre les effets de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

2. L'impact de la politique restrictive des importations sur les exportations :

Nous allons illustrer dans le graphe suivant l'évolution des importations algériennes.

Figure N°03: Évolution des importations en Algérie (2010 au 2020).

USD Milliard courant



Source : tiré à partir des données du centre nationale de l'informatique et statistiques des douanes

À partir de 2015, une baisse progressive des importations est enregistrée, passant de 58.58 milliards USD à 46.05 milliards USD en 2017, soit une baisse de (13.30%) par rapport à l'année 2014. Puis une légère augmentation en 2018

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

allant jusqu'à 46.33 milliards USD. Puis en 2018, on constate les importations ont encore retrouvées leurs cours de réduction passant de 46.33 milliards USD en 2018 jusqu'à 34.39 milliards USD en 2020, soit une baisse de (25.33%) par rapport à 2016.

La hausse en volume des importations allant de 2010 au 2014, s'explique par l'augmentation du prix des produits importés sur le marché mondial, cet effet influe sur le gonflement en valeur de la facture des importations. Le principe de sécurité des approvisionnements et la constitution de stocks stratégiques a incité l'Etat à importer plus.

À partir de 2017, le gouvernement a instauré des mesures économiques, en commençant par l'augmentation de plusieurs taxes, dont la TVA et la mise en place des licences d'importations. Par la mise en vigueur d'un décret exécutif qui a suspendu de «manière temporaire» l'importation de plus de 1000 produits fabriqués en Algérie.

Pendant cette même période une loi complétant l'ordonnance n° 03-11 est mise en vigueur, concernant le recours au financement non conventionnel pour une durée de cinq ans pour financer le déficit du budget de l'État et préserver les réserves de change. Le gouvernement a mis en place un nouveau dispositif pour encadrer les opérations d'importation ; les importations ne sont plus suspendues désormais, mais elles sont soumises à un droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS).

La politique restrictive des importations en Algérie a eu un impact significatif sur le volume des importations dans le pays. Cette politique vise à réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations en limitant la quantité de produits étrangers importés sur le marché algérien.

En conséquence, les volumes d'importations ont considérablement diminué depuis la mise en place de cette politique. Selon les données de l'Office national des statistiques (ONS) de l'Algérie, le volume des importations du pays a diminué de 13,6% en 2019 par rapport à 2018 et de 20,4% en 2020 par rapport à 2019.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

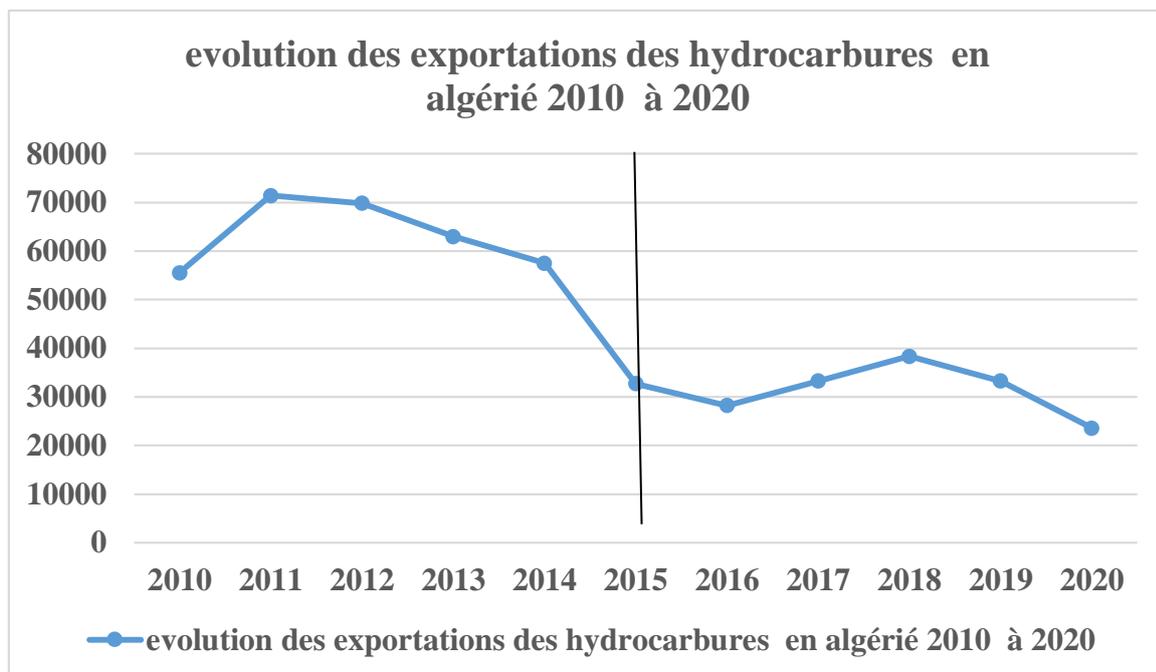
Cela peut avoir des effets positifs et négatifs sur l'économie algérienne. D'une part, la réduction des importations peut contribuer à stimuler la production locale de certains produits, créant ainsi des emplois et améliorant la compétitivité de l'industrie locale. D'autre part, la restriction des importations peut également entraîner des pénuries de certains produits, augmenter les prix pour les consommateurs et réduire la compétitivité de certaines entreprises qui dépendent des importations de matières premières ou d'équipements.

3. L'impact de la politique restrictive des importations sur les exportations des hydrocarbures

La politique restrictive des importations mise en place dans le pays a eu un impact significatif sur les exportations. Cette étude vise à examiner l'impact de cette politique sur les exportations d'hydrocarbures en Algérie.

Figure N°04: La part des exportations des hydrocarbures en Algérie (2010 au 2020) :

USD milliard constant



source : tiré à partir des données du centre nationale de l'informatique et statistiques des douanes

Les recettes des exportations ont connues une évolution croissante le long de 2010 au 2012, passant de 55.52 milliards USD jusqu'à 71.42 milliards USD en 2011,

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

soit une hausse de 28.63% par rapport à 2010. Puis en 2012, on constate une légère augmentation à 71.86 milliards USD, soit une hausse de 0.51% par rapport à 2011.

Pour la période allant de 2013 au 2016, on constate une baisse dans l'évolution des deux sens (exportations globales et exportations des hydrocarbures), une diminution de 8.87% par rapport au 2012. cette diminution continue aussi le long de l'année 2014,

Passant de 62.96 milliards USD jusqu'à 57.47 milliards USD, soit une baisse de 4.22% par rapport à l'année 2013.

En 2015, une chute flagrante des recettes hydrocarbures, passant de 57.47 milliards USD en 2014 jusqu'à 32.69 milliards USD en 2015, soit une baisse de 40.76% par rapport à l'année 2014.

A partir de 2017, les recettes des hydrocarbures ont baissées, cette baisse n'est pas seulement liée a la chute des prix de pétrole mais également a la politique restrictive des importations appliquée par le gouvernement algérien qui a eu un impact indirecte sur les exportations des hydrocarbures.

En 2020, les recettes hydrocarbures ont enregistrées également une forte baisse en raison de la crise sanitaire du Covid-19.

La politique restrictive des importations n'a pas d'impact direct sur les recettes exportations des hydrocarbures en Algérie, car les hydrocarbures sont produits localement et ne sont pas importés. Cependant, cette politique peut avoir des effets indirects sur les exportations des hydrocarbures, et cela en affectant les échanges commerciaux internationaux de l'Algérie et sa relation avec ses partenaires commerciaux, qui sont souvent des importateurs de pétrole et de gaz algériens. Si les relations commerciales sont perturbées en raison de mesures de rétorsion commerciale, cela pourrait potentiellement réduire la demande pour les exportations algériennes de pétrole et de gaz, ce qui pourrait affecter négativement les revenus d'exportation de l'Algérie.

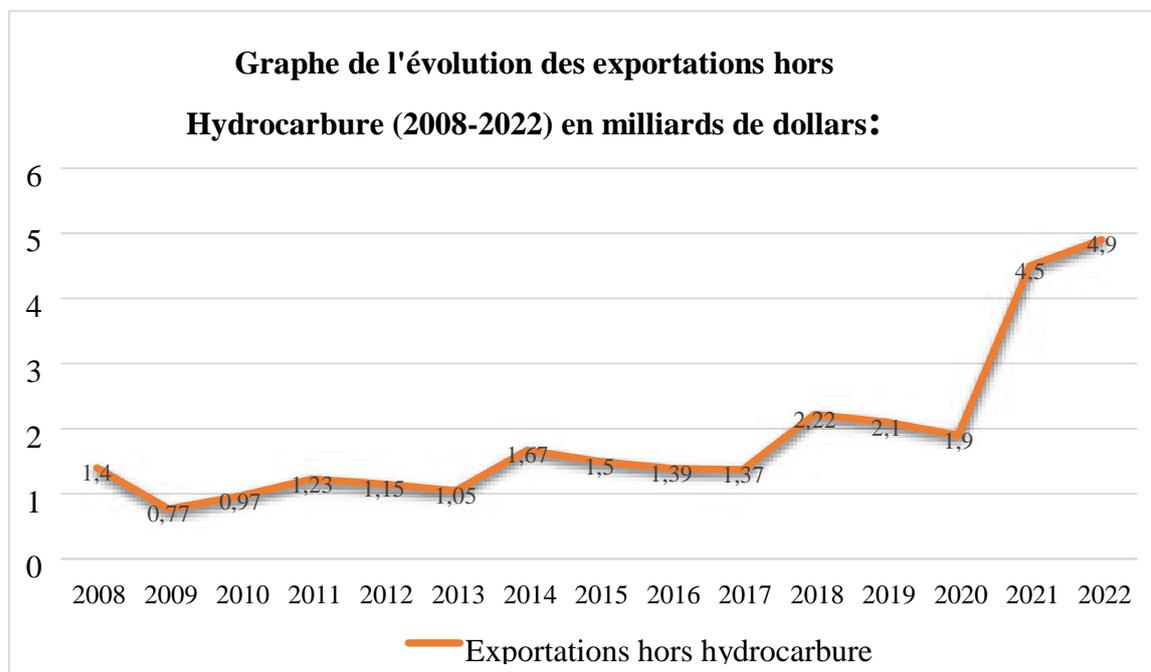
De plus, une politique restrictive des importations peut avoir des effets sur le prix du pétrole et du gaz sur le marché international, qui est déterminé par l'offre et la demande. Si la politique conduit à une baisse de la demande pour le pétrole et le gaz algériens, cela pourrait

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

potentiellement faire baisser les prix, ce qui pourrait également affecter négativement les revenus d'exportation de l'Algérie

4. L'impact de la politique restrictive des importations sur les exportations hors hydrocarbures

Figure N°05 : Évolution des exportations hors hydrocarbures en Algérie



Source : tiré à partir des données du centre nationale de l'informatique et statistiques des douanes

Selon le graphe on constate que :

Pendant les trois premières années on constate une baisse des exportations HH, allant de 1.4 milliards USD en 2008 jusqu'à atteindre 1.05 milliards USD en 2013. Pour ce qui est de la part des exportations hors hydrocarbures reste moyennement constante ne dépassant pas 2% de la valeur globale des exportations algériennes sur le long de la même période.

Les exportations HH ont connues une légère augmentation de 1.67 milliards USD en 2014 jusqu'à atteindre 1.37 milliards USD en 2017.

A partir de l'année 2017 jusqu'au 2020, la cours des exportations HH a repris sa progressions. On constate une augmentation de 1.37 milliards USD en 2017 qui atteint par la suite 2.1 milliards USD en 2019, cette légère augmentation est grâce a la mise en œuvre de la politique restrictive des importations par l'Algérie pour rééquilibrer les échanges extérieurs qui a un

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

impact remarquable sur le volume des exportations hors hydrocarbures, Malgré la baisse survenue lors de la crise du Covid-19 pour atteindre 1.9 milliards USD en 2020. Après la période de la pandémie les exportations HH ont connu une forte augmentation jusqu'à atteindre 4.9 en 2022.

La politique restrictive des importations en Algérie peut avoir un impact sur le volume des exportations hors hydrocarbures. En effet, si les importations sont réduites en raison des barrières commerciales élevées, cela peut avoir un effet indirect sur les exportations en limitant la disponibilité des matières premières nécessaires à la production d'exportations.

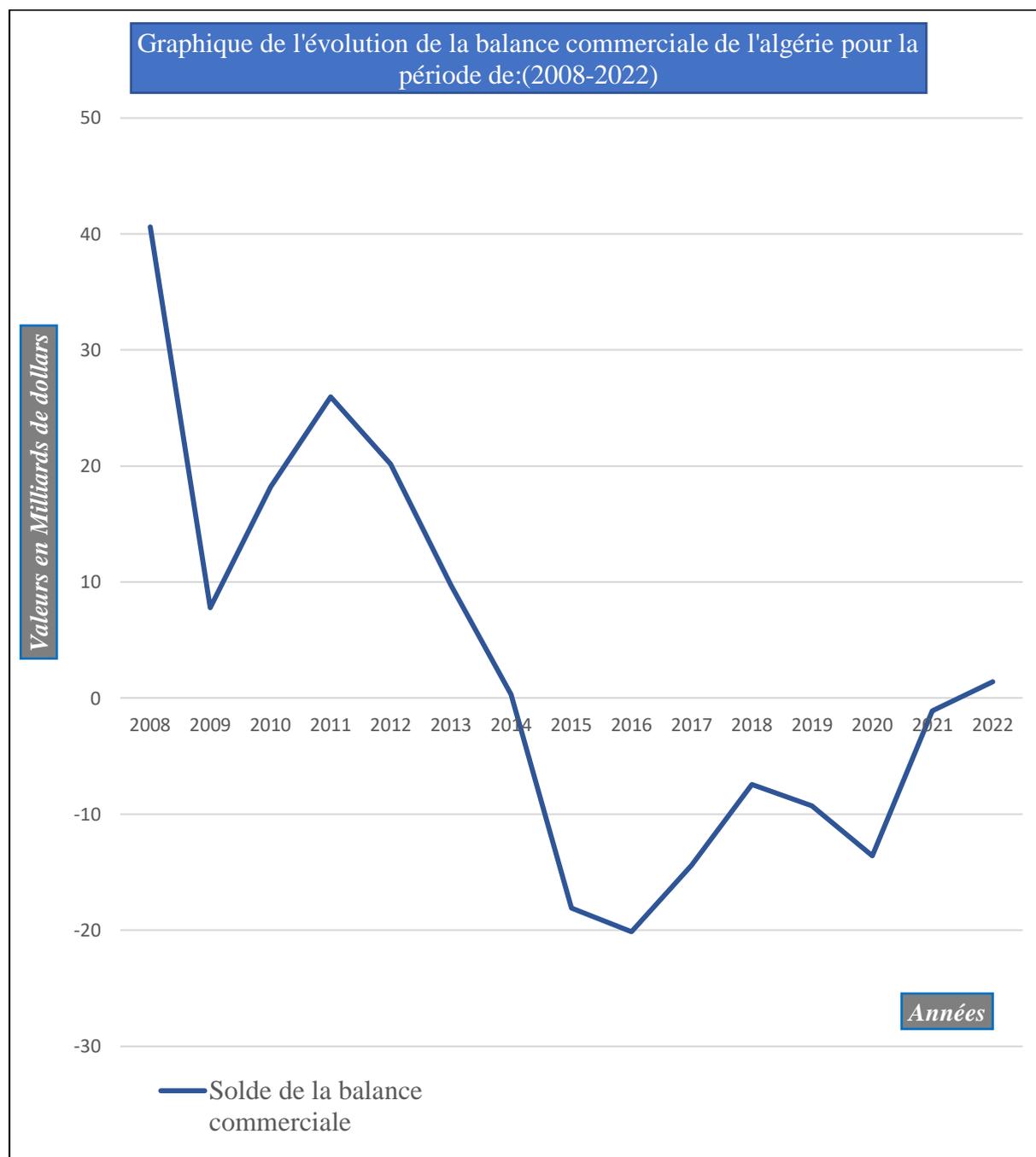
Cependant, la politique restrictive des importations peut également encourager la production et la consommation locales, ce qui pourrait stimuler l'activité économique et favoriser la croissance des exportations. Si les entreprises algériennes peuvent produire des biens de qualité à des prix compétitifs grâce à la politique restrictive des importations, cela peut renforcer leur position sur le marché national et éventuellement international

5. L'impact de la politique restrictive des importations sur le déficit de la balance commerciale :

La politique restrictive des importations peut avoir un impact significatif sur le déficit de la balance commerciale de l'Algérie. Lorsqu'un ce dernier a met en place des mesures restrictives pour réduire les importations, cela peut affecter la composition et la valeur des biens et services échangés avec d'autres pays, ce qui peut entraîner des conséquences sur le déficit de la balance commerciale.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

Figure N°6: l'évolution du solde de la balance commerciale en Algérie



Source : Direction générale des douanes, les statistiques du commerce extérieur de l'Algérie.

Durant la période de 2010 au 2014, comme on le constate dans le graphe ci-dessus, le solde de la balance commerciale de l'Algérie suit une progression positive, ce qui est bon signe pour l'économie algérienne qui dépend fortement du niveau des prix des hydrocarbures.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

De 2015 au 2018, la balance commerciale de l'Algérie ne cessait d'enregistrer des déficits qui signifient que le volume des importations est plus élevé par rapport au volume des exportations, pour réduire ce déficit il fallait réduire le volume des importations par la mise en œuvre d'une politique restrictive des importations.

Au cours de l'année 2019, balance commerciale de l'Algérie est de nouveau positive pour atteindre encore une fois un déficit en 2020 avec la crise sanitaire du Covid-19 ; qui a paralysé l'ensemble des activités économiques du pays et notamment ses échanges extérieurs.

La politique restrictive des importations en Algérie a eu un impact sur le déficit de la balance commerciale du pays. En effet, la réduction des importations a contribué à réduire le déficit commercial de l'Algérie, qui est traditionnellement élevé en raison de la forte dépendance du pays aux exportations de pétrole et de gaz naturel.

En réduisant les importations, la politique restrictive a permis de réduire les sorties de devises étrangères, ce qui a eu un impact positif sur la balance commerciale de l'Algérie. Cette politique a également permis de stimuler la production locale en incitant les entreprises à développer leurs propres capacités de production afin de répondre à la demande intérieure, inclure des mesures de soutien spécifiques aux industries locales, telles que des incitations fiscales, des subventions, des barrières tarifaires ou non tarifaires pour protéger les entreprises nationales de la concurrence étrangère et en encourageant le développement de chaînes de valeur nationales plus intégrées. Cela signifie que les entreprises locales peuvent être incitées à s'approvisionner en matières premières et en composants auprès d'autres entreprises nationales, favorisant ainsi le développement d'écosystèmes économiques locaux plus dynamiques et résilients.

En conclusion, la politique restrictive des importations en Algérie a eu un impact positif sur la réduction du déficit de la balance commerciale. Il est important que les autorités algériennes continuent d'évaluer et de réajuster leur politique restrictive pour minimiser les impacts négatifs sur l'économie tout en continuant à stimuler la production locale et à réduire la dépendance aux importations.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

6. L'impact de la politique restrictive des importations sur la consommation des ménages

Selon les données de la Banque Mondiale, la consommation des ménages en Algérie a connu une croissance moyenne annuelle de 2,6% entre 2010 et 2020. Cependant, cette croissance a été inégale au fil des ans, avec des variations importantes.

Tableau N°9 : évolution de la consommation des ménages 2010-2021

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Consommation des ménages en %	5.6%	6%	5%	5%	4.4%	3.9%	3.3%	1.8%	2.8%	2.1%	-3%	3.7%

Source : Données des comptes nationaux de la Banque mondiale

De 2010 à 2014, la consommation des ménages a connu une forte croissance, portée par la hausse des revenus liée à la croissance économique et à la hausse des prix du pétrole. Les importations ont également augmenté pour répondre à la demande croissante des consommateurs algériens.

Cependant, à partir de 2015, la chute des prix du pétrole a eu un impact sur l'économie algérienne et sur le pouvoir d'achat des ménages. Les réserves de change du pays ont diminué, entraînant une dépréciation de la monnaie et une inflation élevée. Les importations ont commencé à diminuer en raison des restrictions budgétaires et des politiques de substitution aux importations.

En 2017, la politique restrictive des importations a été mise en place pour stimuler la production locale et réduire la dépendance aux importations. Cette politique a eu un impact sur la consommation des ménages, en particulier pour les produits importés qui ont vu leur prix augmenter. La disponibilité de certains produits a également été affectée, entraînant des pénuries sur le marché.

L'impact sur la consommation des ménages a été ressenti notamment au niveau des prix des produits importés, qui ont augmenté en raison des restrictions d'importation. Cette hausse des prix a eu un impact sur le pouvoir d'achat des ménages, en particulier pour les produits de première nécessité.

De plus, la politique restrictive des importations a également conduit à une réduction de la disponibilité de certains produits importés, ce qui a entraîné des pénuries de certains produits

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

sur le marché algérien. Cela a également affecté la consommation des ménages, qui ont eu du mal à trouver certains produits de base.

Cependant, il est important de noter que l'impact de la politique restrictive des importations sur la consommation des ménages peut être mitigé par la stimulation de la production locale et la création de nouveaux emplois, qui peuvent contribuer à une augmentation du revenu disponible des ménages.

7. L'impact de la politique restrictive des importations sur la croissance du PIB :

La croissance du PIB en Algérie de 2010 à 2020 a été marquée par des fluctuations importantes, avec des années de croissance élevée suivies d'années de stagnation économique.

Tableau N°10 : évolution du PIB 2010-2021 en % (valeurs réelles)

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB en %	3.6 %	2.9 %	3.4 %	2.8 %	3.8 %	3.7 %	3.2 %	1.3 %	1.2 %	1%	- 5.1 %	3.5 %

Source : statistique de l'ONS

En 2010, le PIB de l'Algérie a connu une croissance de 3,6 %, qui a été suivie d'une croissance plus faible de 2,9% en 2011. La croissance a ensuite augmenté en 2012 pour atteindre 3,4 %, mais a chuté à 2.8 % en 2013, puis une légère augmentation de 2014 à 2016.

A partir de 2017, le PIB a connu une baisse remarquable pour atteindre 1,3% en 2017 et 1% en 2019, et une chute brutale en 2020 qui a atteint -5,1% EN 2020 en raison de l'impact de Covid-19.

La mise en place de la politique restrictive des importations en Algérie à partir de 2017 a été accompagnée d'une réduction significative des importations de biens et de services. Cette politique avait pour objectif de stimuler la production locale et de réduire le déficit commercial. Cependant, elle a également eu des conséquences négatives sur l'économie algérienne, notamment sur la croissance du PIB.

Selon les données du Fonds Monétaire International (FMI), le PIB réel de l'Algérie a connu une croissance moyenne de 2,2% entre 2010 et 2016. Cependant, à partir de 2017, la croissance

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

du PIB a commencé à ralentir, passant de 3,7% en 2016 à 1,4% en 2017 et à -2,2% en 2018. Ce ralentissement de la croissance du PIB est en partie attribuable aux prix des hydrocarbures. D'une part, en réduisant les importations, la politique restrictive peut stimuler la production locale et favoriser la croissance économique. Cela peut se traduire par une augmentation de la valeur ajoutée nationale et contribuer à une augmentation du PIB.

D'autre part, la réduction des importations a affecté la disponibilité de biens et de services sur le marché intérieur, ce qui a entraîné une augmentation des prix. Les consommateurs ont donc réduit leurs dépenses, ce qui a entraîné une baisse de la demande intérieure. De plus, certaines entreprises ont été affectées par la réduction des importations, ce qui a entraîné une baisse de la production et de l'emploi.

Il convient également de noter que l'impact global sur le PIB dépend de la mesure dans laquelle la politique restrictive des importations est compensée par d'autres facteurs économiques et politiques. Par exemple, des politiques visant à stimuler la production locale, à encourager les investissements et à améliorer l'efficacité des entreprises peuvent atténuer les effets négatifs sur le PIB.

8. L'impact de la politique restrictive des importations sur l'inflation

L'inflation en Algérie a connu des variations au cours de la période 2010 à 2021. Reflétant les fluctuations de l'économie nationale et internationale ainsi que les politiques monétaires du gouvernement.

Tableau N°11: évolution de l'inflation 2010-2021

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux d'inflation (%)	3.4%	4.52%	8.9%	3.25%	2.9%	4.8%	6.4%	5.6%	4.2%	2%	2.42%	7.23%

Source : La banque mondiale

La politique restrictive des importations peut contribuer à la baisse du taux d'inflation en Algérie. Lorsqu'un gouvernement limite les importations, cela réduit l'offre de biens étrangers sur le marché intérieur. Si la demande reste relativement stable ou diminue, cela peut entraîner une pression à la baisse sur les prix, ce qui contribue à une réduction de l'inflation.

En limitant les importations, l'Algérie peut encourager la production et la consommation de biens nationaux, ce qui peut stimuler l'économie locale et réduire la dépendance vis-à-vis des biens importés. Si le pays parvient à développer une base de production solide et à améliorer

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

sa compétitivité, cela peut entraîner une diminution des coûts de production, ce qui peut à son tour contribuer à une baisse de l'inflation.

Cependant, il est important de noter que la politique restrictive des importations ne peut être considérée comme la seule mesure pour réduire l'inflation. D'autres facteurs, tels que la stabilité monétaire, la gestion prudente des politiques fiscales, la productivité globale de l'économie et la confiance des investisseurs, sont également essentiels pour maintenir une inflation basse et stable³⁹.

9. L'impact de la politique restrictive des importations sur le chômage :

Au début des années 2010, le taux de chômage en Algérie était d'environ 10%. Au fil des années, ce taux a connu des fluctuations, mais dans l'ensemble, il a tendance à augmenter.

L'impact de la politique restrictive des importations sur le taux de chômage en Algérie est complexe et peut être analysé sous différents angles. Voici quelques éléments à prendre en compte :

Effets positifs sur l'industrie nationale : En encourageant la production locale, la politique restrictive des importations visait à soutenir l'industrie nationale et à créer des emplois dans les secteurs concernés. En favorisant la production domestique, il était espéré que cela conduirait à une augmentation de l'emploi et pourrait potentiellement réduire le taux de chômage.

Effets négatifs sur certains secteurs et entreprises : Les restrictions sur les importations peuvent avoir un impact négatif sur les entreprises qui dépendent fortement des importations pour leur activité. Cela peut entraîner des difficultés économiques, des réductions d'effectifs et une augmentation du chômage dans ces secteurs spécifiques.

Effets sur le pouvoir d'achat et la demande intérieure : Les restrictions sur les importations peuvent également entraîner une hausse des prix des biens importés, ce qui peut réduire le pouvoir d'achat des consommateurs. Cela peut affecter la demande intérieure, entraîner une diminution de la production et éventuellement avoir un impact négatif sur l'emploi.

³⁹ Bank of Alegria, LES DÉTERMINANTS DE L'INFLATION EN ALGÉRIE (2022) : ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE SUR LA PÉRIODE 2011 – 2021

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

Tableau N°12 : évolution de taux de chômage en Algérie 2010-2021

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux de chômage (%)	10%	10%	11%	9.8%	10.6%	11.2%	11%	11.7%	11.1%	11.4%	12.2%	11.7

Source : statistique de l'ONS

En 2010 et 2011 le taux de chômage était d'environ 10,0%, en 2012 il a connu une légère augmentation pour atteindre environ 11% et une légère baisse en atteignant environ 9.8%.

En 2014 le taux de chômage a nouveau augmenté à 10.6%, il a continué d'augmenter pour atteindre environ 11,7% en 2017, il est resté relativement stable jusqu'à 2019.

En 2020, autre augmentation significative du taux de chômage a été observée, passant à environ 12.2%. En 2021 Une légère diminution du taux de chômage a été enregistrée, passant à environ 11,7%.

Selon les données de ce tableau nous comprendrons l'impact de la politique restrictive des importations sur le taux de chômage comme suite

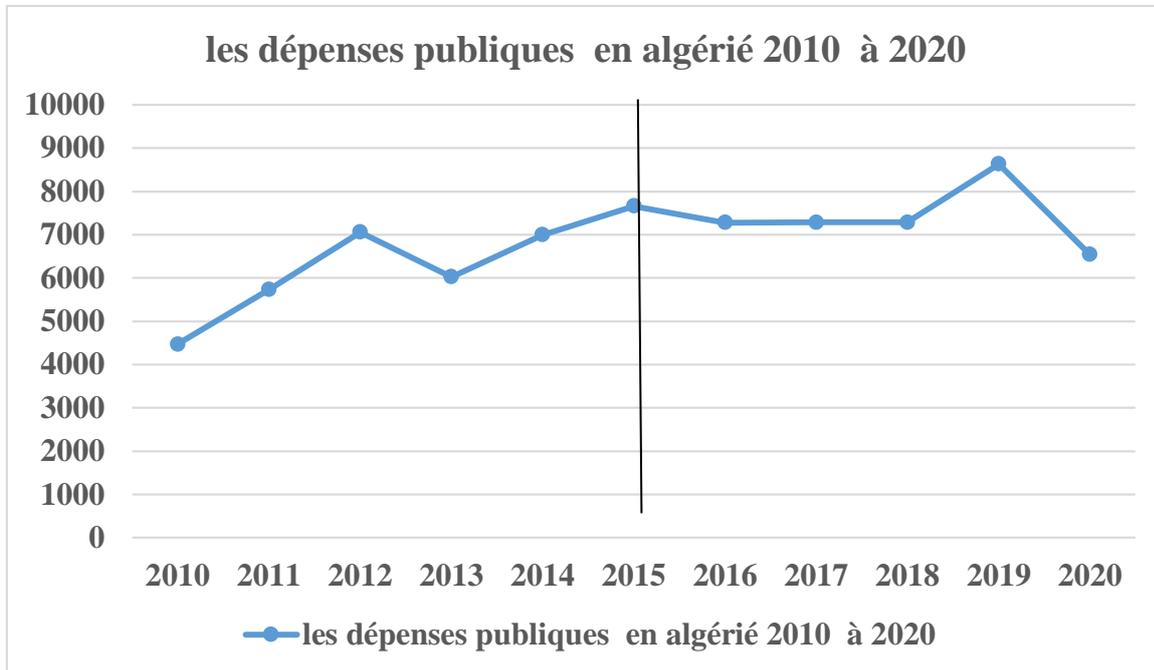
Le taux de chômage peut ne pas avoir une relation avec la politique restrictive des importations car il est resté stable entre 10% et 11%, ce qui fait que cette politique n'a aucun impact sur le taux de chômage en Algérie, cependant, il a été influencé par divers facteurs économiques, structurels et conjoncturels. Les facteurs tels que la croissance économique, la diversification économique, l'adéquation entre les compétences et les besoins du marché du travail, ainsi que les conditions macroéconomiques et politiques, peuvent tous jouer un rôle dans l'évolution du taux de chômage. Par conséquent, il est essentiel de prendre en compte ces différents facteurs pour comprendre pleinement les variations du chômage dans le pays.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

10.L'impact de la politique restrictive des importations sur les dépenses publiques en Algérie

Figure N°7: évolution des dépenses publiques 2010-2019

Valeurs en milliard de dinars courant



Source : établi à partir des données de l'office national des statistiques

Au cours de la période 2010-2014, l'Algérie a bénéficié de revenus pétroliers élevés, ce qui a soutenu une augmentation significative des dépenses publiques.

A partir de 2015 le totale des dépenses publiques a connue une augmentation pour atteindre 7656.3 milliard de dinars et 8627.7 milliard en 2018, cette augmentation liée à la politique restrictive des importations mise en place en Algérie à partir de 2017 qui a eu un impact sur les dépenses publiques du pays.

Pour soutenir la production nationale et encourager la substitution des importations, le gouvernement algérien a alloué des ressources financières supplémentaires à certains secteurs stratégiques de l'économie, tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière, les infrastructures locales, etc. Par conséquent, les dépenses publiques ont été redirigées vers ces secteurs afin de stimuler la production nationale et réduire la dépendance aux importations.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

11.L'impact de la politique restrictive des importations sur l'investissement

L'investissement en Algérie a connu des fluctuations au cours de la période de 2010 à 2021.

Tableau N°13 : évolution de l'investissement en Algérie 2010-2021

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
L'investissement en milliard de dollar	58.49	63.35	64.39	71.7	78.7	70.14	68.9	69.3	70.43	65.9	55.9	60.73

Source : la banque mondiale

Entre 2010 et 2014, l'Algérie a connu d'une augmentation du volume des investissements, principalement grâce aux revenus élevés du pétrole et du gaz. Les projets d'infrastructure, de construction et d'industrie ont été soutenus par des investissements publics importants.

À partir de la seconde moitié de 2014, la chute des prix mondiaux du pétrole a eu un impact significatif sur l'économie algérienne et a conduit à une contraction des investissements publics. La baisse des revenus pétroliers a entraîné des difficultés budgétaires et a freiné les projets d'investissement.

Face à la baisse des prix du pétrole, le gouvernement algérien a cherché à diversifier son économie et à attirer des investissements dans des secteurs non pétroliers, des mesures ont été prises pour encourager l'investissement privé et améliorer le climat des affaires. Cela a conduit à une augmentation de l'investissement privé dans certains secteurs,

Les années 2019 et 2020 ont été marquées par des manifestations populaires et des changements politiques en Algérie, ce qui a créé une période d'instabilité politique. Cette instabilité a pu avoir un impact sur la confiance des investisseurs et ralentir l'investissement.

La pandémie de COVID-19, qui a touché l'Algérie en 2020 et au-delà, a également eu un impact sur l'investissement. Les mesures de confinement et les restrictions économiques ont entraîné des perturbations dans de nombreux secteurs, ce qui a pu décourager les investissements.

Selon cette étude on constate que la politique restrictive des importations a un impact positif sur les investissements en Algérie et que l'impact négatif était dû au Covid.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

D'une part, en limitant les importations, le gouvernement algérien cherche à promouvoir la production nationale et à réduire la dépendance vis-à-vis des biens étrangers. Cela peut créer des opportunités pour les investisseurs locaux en encourageant le développement de l'industrie nationale et en favorisant la substitution des importations par une production locale. Les investissements dans des secteurs tels que l'agriculture, la production manufacturière et les services peuvent être stimulés.

D'autre part, la politique restrictive des importations peut également poser des défis aux investisseurs étrangers. Si les restrictions entravent l'accès aux biens et aux composants importés nécessaires à la production, cela peut limiter les opportunités d'investissement étranger. Les entreprises étrangères peuvent être dissuadées d'investir en raison des difficultés liées à l'approvisionnement en matières premières, en équipements ou en technologies spécifiques.

Conclusion de la section

La politique restrictive des importations en Algérie a eu divers effets sur les différents indicateurs économiques du pays.

En ce qui concerne les exportations, la politique restrictive des importations à encourager la production locale, Cependant, si les restrictions à l'importation affectent les intrants nécessaires à la production d'exportation, cela pourrait limiter la compétitivité des produits exportés.

La politique restrictive des importations en Algérie a eu un impact sur les importations en réduisant l'entrée de biens étrangers sur le marché national. Cela a également contribué à la réduction du déficit de la balance commerciale.

En ce qui concerne la consommation des ménages, les restrictions à l'importation peuvent limiter les choix de produits disponibles sur le marché,

La politique restrictive des importations en Algérie a eu des effets mitigés sur le PIB, bien qu'elle puisse stimuler la production nationale et favoriser la croissance économique, elle peut également entraîner des contraintes et des effets indésirables qui peuvent limiter la croissance économique.

En ce qui concerne l'inflation, la politique restrictive des importations a potentiellement contribué à contenir l'inflation en réduisant la dépendance aux biens importés.

Le chômage est influencé par les facteurs économiques, ainsi que les politiques de soutien à l'emploi plus que la politique restrictive des importations.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

En limitant les importations, les dépenses publiques liées à l'achat de biens étrangers ont été réduites. Cela a libéré des ressources financières qui sont réaffectées à d'autres secteurs de l'économie ou utilisées pour financer des projets de développement national.

La restriction des importations a un effet mitigé sur les investissements. Bien qu'elle puisse stimuler les investissements dans la production locale, elle a également créé des obstacles pour les entreprises dépendantes des importations et dissuader les investissements étrangers.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

Conclusion de chapitre

La revue de littérature existante sur la politique restrictive des importations montrent que cette politique économique a des implications significatives sur les différents indicateurs économiques et les relations commerciales internationales. Bien qu'elle puisse protéger l'industrie nationale et améliorer la balance commerciale, elle peut également avoir des effets négatifs sur la croissance économique, l'emploi et l'inflation.

La politique restrictive des importations en Algérie a eu à la fois des impacts positifs et négatifs sur l'économie du pays et les différents indicateurs économiques. La politique restrictive des importations est mise en place pour encourager la diversification des exportations et réduire la dépendance aux hydrocarbures. Cela peut stimuler la production et les exportations dans d'autres secteurs, ce qui peut contribuer à la croissance économique et à la diversification des revenus du pays.

Les effets de cette politique sur la consommation des ménages sont mitigés. D'une part, cela peut entraîner une hausse des prix des biens importés, ce qui peut réduire le pouvoir d'achat des ménages et affecter leur consommation. D'autre part, si la production locale est stimulée avec succès, cela peut offrir des biens et services de qualité à des prix compétitifs, ce qui peut soutenir la consommation des ménages.

En ce qui concerne le PIB, en stimulant la production nationale et en favorisant la substitution des importations. Cela peut entraîner une croissance économique dans les secteurs ciblés par la politique. Cependant, si les importations sont nécessaires pour maintenir la compétitivité et la productivité globale de l'économie, cela peut limiter la croissance du PIB à long terme.

Les restrictions sur les importations ont entraîné une augmentation des prix des biens importés, ce qui peut contribuer à l'inflation. Cependant, si la politique réussit à promouvoir la production nationale et à réduire la dépendance aux importations, cela peut atténuer les pressions inflationnistes.

Le taux de chômage n'a pas été impacté par la politique restrictive des importations, mais ce dernier est influencé par d'autres facteurs économiques et politiques.

Si le gouvernement réduit les importations et encourage la production nationale, cela peut réduire les dépenses liées aux importations. Cependant, cela peut également nécessiter des investissements publics supplémentaires dans l'infrastructure, la technologie et la formation pour développer la production locale.

Chapitre 3 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

Les décisions d'investissement sont influencées par La politique restrictive des importations. D'un côté, elle peut encourager les investissements dans la production nationale et la substitution des importations. Cela peut créer des opportunités pour les entreprises locales et stimuler l'investissement domestique. D'un autre côté, si les restrictions entravent l'accès aux technologies et aux équipements étrangers, cela peut dissuader les investissements étrangers directs.

Conclusion générale

Conclusion générale

L'Algérie est un pays fortement dépendant de ses exportations d'hydrocarbures et est également un important importateur de biens et services.

L'Algérie tire une grande partie de ses revenus d'exportation des hydrocarbures, ces exportations représentent une part importante des recettes gouvernementales et des revenus en devises étrangères. Cependant, la dépendance excessive aux hydrocarbures rend l'économie algérienne vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole et du gaz.

En ce qui concerne les importations, l'Algérie importe une variété de biens et services pour répondre aux besoins de sa population et de son économie. La demande intérieure élevée et la dépendance à l'égard des importations ont un impact sur le solde de la balance commerciale de l'Algérie.

Cependant, après la chute des prix du pétrole en 2014, l'Algérie a connu des difficultés économiques et la balance commerciale du pays a été fortement affectée. Les revenus pétroliers ont considérablement diminué, tandis que les coûts des importations sont restés élevés, ce qui a entraîné un déséquilibre dans la balance commerciale. Face à cette situation, l'Algérie a adopté une politique restrictive des importations dans le but de faire face aux défis économiques causés par la baisse des revenus pétroliers.

En 2017, l'Algérie a effectivement appliqué une politique restrictive des importations et pour mettre en œuvre cette politique. Le gouvernement algérien a augmenté les droits de douane sur de nombreux produits importés, ce qui a rendu ces biens plus coûteux et a dissuadé leur importation. Le gouvernement a également imposé des restrictions plus strictes sur l'octroi de licences d'importation pour certains biens. Ces licences sont nécessaires pour importer légalement des produits en Algérie, et leur restriction a limité l'accès aux biens importés.

L'Algérie a suspendu les importations de certains produits jugés non essentiels ou pouvant être produits localement. Cela visait à réduire les dépenses liées aux importations et à encourager la production nationale.

Ce travail est réalisé pour étudier l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne. A partir des statistiques relatives au commerce extérieur et aux indicateurs économiques nous avons constaté que l'impact de cette politique est divers sur l'économie algérienne.

La politique restrictive des importations en Algérie a eu un impact significatif sur les indicateurs économiques et l'économie du pays en générale. En conséquence, le volume des importations en Algérie a connu une diminution notable. Les entreprises et les consommateurs

conclusion générale

ont été confrontés à des restrictions plus strictes lorsqu'il s'agissait d'importer des biens étrangers, ce qui a entraîné une réduction des quantités de produits importés dans le pays.

Cette politique a également eu un impact sur le volume des exportations. Les difficultés d'approvisionnement en intrants importés, la compétitivité réduite des entreprises algériennes et les mesures de rétorsion commerciale ont affecté les exportations du pays. Cependant, la promotion de la production nationale et la substitution des importations pouvait également créer des opportunités d'exportation en renforçant la compétitivité des entreprises algériennes sur les marchés internationaux

Ainsi, la politique restrictive visait à réduire les importations afin de réduire le déficit commercial. Cela a entraîné une diminution des dépenses liées aux importations, ce qui fait réduit le déficit de la balance commerciale.

Aussi, la politique restrictive des importations en Algérie a eu un impact sur la consommation des ménages. Les restrictions sur les importations ont réduit la diversité des produits disponibles sur le marché, augmenter les prix des biens importés et influencer les choix de consommation. Cela a affecté le pouvoir d'achat des ménages et leur capacité à acheter certains biens importés. Cependant, cela a également encouragé la consommation de biens nationaux et soutenir l'économie locale

En réduisant les importations, l'Algérie a cherché à maîtriser l'inflation en limitant la hausse des prix des biens importés. Cette mesure a encouragé le développement de l'industrie nationale et favorisé une production locale plus compétitive, ce qui a mené à une stabilisation des prix voire une baisse dans certains secteurs. Dans certain cas La restriction des importations peut provoquer une augmentation des prix des biens importés sur le marché intérieur, ce qui va impacter le taux d'inflation.

En limitant les importations, le gouvernement cherchait à préserver les réserves de change du pays et à réduire les sorties de devises étrangères. Cela se traduit par une diminution des dépenses publiques liées aux importations. En même temps, le gouvernement a essayé de stimuler la production nationale et l'industrie locale, ce qui a nécessité des investissements publics dans des projets d'infrastructures ou des subventions pour soutenir les entreprises nationales.

La restriction des importations n'a pas influencé le chômage mais il influencé par d'autres facteurs tels que la croissance économique globale, les politiques de création d'emplois, la formation professionnelle et la flexibilité du marché du travail.

De même, cette politique a eu des implications sur l'investissement. D'une part, elle a incité l'investissement dans la production nationale en créant des opportunités pour les

conclusion générale

entreprises locales. D'autre part, des restrictions excessives ou des incertitudes ont découragé les investissements étrangers, notamment si cela entrave l'accès aux biens et aux composants importés nécessaires à la production.

Il est essentiel que le gouvernement algérien adopte une approche équilibrée dans sa politique restrictive des importations afin de préserver un environnement favorable à l'investissement. Cela pourrait inclure la mise en place de mesures d'accompagnement telles que des incitations fiscales pour encourager les investissements dans la production nationale, des partenariats public-privé et des réformes visant à améliorer le climat des affaires et à renforcer la compétitivité du pays.

En ce qui concerne son impact sur la croissance économique est complexe. D'une part, elle vise à promouvoir la production nationale, stimulant ainsi certains secteurs et favorisant la diversification économique. D'autre part, des restrictions excessives peuvent limiter l'accès aux technologies, aux compétences et aux matières premières nécessaires à la croissance économique à long terme. Un équilibre entre la protection de l'industrie nationale et la promotion de la compétitivité est essentiel pour soutenir une croissance économique durable. Il est important de noter que la politique restrictive des importations était une mesure spécifique adoptée dans le contexte de la crise des prix du pétrole. Elle était destinée à atténuer les effets de cette crise sur l'économie algérienne, mais il est également crucial de prendre en compte les impacts à long terme de telles politiques et de veiller à ce qu'elles ne limitent pas la diversification économique et la compétitivité à long terme.

Il convient de souligner que l'étude statistique de la politique restrictive des importations en Algérie présente certaines limites. Les données peuvent parfois être incomplètes ou difficiles à obtenir, ce qui peut affecter la précision des analyses. De plus, les résultats statistiques ne permettent pas toujours de saisir tous les aspects qualitatifs et contextuels de l'impact économique. Par conséquent, il est important de compléter l'analyse statistique par d'autres approches, telles que des études qualitatives et des évaluations des effets socio-économiques plus larges.

Liste bibliographique

REFERANCES BIBLIOGRAPHIQUES

OUVRAGES :

- ❖ Antonin.C, Ducoudré.B, et all, (2015) « PÉTROLE : DU CARBONE POUR LA CROISSANCE », Revue de l'OFCE, 138.P. 10 ;
- ❖ Battiau. M. (2002). « Le commerce international » édition ellipse Paris, 160 pages.
- ❖ Basle. M, Benhamou. F et all (1993) « Histoire des pensées économique International, Edition Paris Sirey, 422pages » ;
- ❖ Bécuwe. S.(2006) « Commerce international et politiques commerciales », Armand Colin, Paris, 256 pages ;
- ❖ Christophe Chauvet, (2016), Les objectifs de la politique économique, Collection : Éco Sup, Éditeur : Dunod, 240 pages;
- ❖ COPINSCHI. Ph, (2015), Impact de la baisse du prix sur les pays producteur d'Afrique, équatoriale, GRIP, n°23, Bruxelles, pp4-5 ;
- ❖ Das, M. (2007). Absolute and comparative advantage. *In International Encyclopedia of the Social Sciences*;
- ❖ Jacquet. J.M et Delebecque. PH. (2000) « Droit du commerce international » Edition Dollaz, collection Precis, paris, 1116 pages ;
- ❖ Messerlin. P. (1998) « le commerce international », Thémis 1er édition, paris, 416 pages.

ARTICLES ET RAPORTS

- ❖ Article sur l'impact de la baisse des prix de pétrole sur l'économie des pays producteurs (cas de l'Algérie) et les pays importateurs (cas de la France), université de Djillali Liabes de sidi Bel-Abbes et université de Mostaganem, année 2019
- ❖ Article sur l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne réalisé par Tahar Bourioune, année 2019
- ❖ Aurélien S. (2015) « Baisse des prix du pétrole : aubaine économique, défi écologique » ;
- ❖ Banque Africaine de Développement, rapport Perspectives économiques en Algérie 2022
- ❖ La Banque mondiale, Rapport de suivi de la situation économique dans la région MENA(2017)

Introduction générale

- ❖ Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, étude économique sur l'Irak (2022)
- ❖ Banque mondiale, "Perspectives économiques mondiales - Janvier 2016" ;
- ❖ L'Organisation Mondiale du commerce - "Trade Policy Review : Country Report", 2015 ;
- ❖ Organisation Mondiale du Commerce, Rapport du directeur général à l'OEPC sur les faits nouveaux relatifs au commerce, 2019 ;
- ❖ United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) - Trade Analysis and Information System (TRAINS);
- ❖ Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) - Export Competitiveness Database;
- ❖ La fondation robert Schuman, centre de recherche et d'étude sur l'Europe, article sur la politique commerciale de Donald Trump (2018) ;
- ❖ Organisation mondiale de commerce (OMC) - Rapport du Comité des restrictions à l'importation (2013) ;
- ❖ Vie-publique, Balance commerciale et balance des paiements, (2019) ;
- ❖ Bloomberg.com - Russia's Budget Crunch Is Forcing Some Tough Decisions
- ❖ Organisation mondiale du commerce, rapport de renseignements techniques sur les licences d'importation (2011) ;
- ❖ legal-doctrine.com/ la licence d'importation en droit algérien, consulté le 27 avril 2023

MEMOIRES

- ❖ SELLAH. M, HADDOUCHE. Y, (2022), Evolution des statistiques du commerce extérieur de l'Algérie sur la période 2008-2022, en vue de l'obtention de diplôme master, université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou ;
- ❖ HOUD. M, BOUATTA. A, (2022), Analyse des exportations et choix logistique : cas de l'entreprise algérienne : Général Emballage, en vue de l'obtention de diplôme de master, université Abderrahmane Mira Bejaia ;
- ❖ HIKEM. M, HOUACINE. M, (2017), Le commerce extérieur en Algérie pour la période 2010-2017 : cas de CPA de Tizi Ouzou, en vue de l'obtention de diplôme de master, université Mouloud Mammeri Tizi Ouzou ;
- ❖ KEDDAM. A, KACI. R, (2018), Le financement des exportations hors hydrocarbures en Algérie « cas d'une opération d'exportation au niveau de l'AHB Alger, en vue

Introduction générale

d'obtention de diplôme de master en science commerciale, université de Mouloud Mammeri Tizi Ouzou ;

- ❖ BENNAIE. M, (2017) La chute des prix de pétrole et problématique de financement des investissements publics en Algérie, l'obtention de diplôme de master, université Abderrahmane Mira Bejaia ;
- ❖ AMRI. S, REMILA. S, (2020), L'impact de la variation des prix de pétrole sur le taux de change du dinar Algérie : application du modèle VAR (1973-2017), obtention de diplôme de master, université Abderrahmane Mira Bejaia ;
- ❖ ABDELHAMID. G, BEZTOUH, D, (2019) L'impact de la limitation des importations sur l'activité bancaire en Algérie cas : AGB, AGENCE N°107, en vue d'obtention de diplôme de master en science commerciale, université Abderrahmane Mira Bejaia,

SITES WEB

- ❖ <https://www.imf.org//media/Files/Publications/CR/2021/French/1DZAFA2021001.as>
[x](#)
- ❖ www.douane.gov.dz
- ❖ www.perspectivemonde.com .
- ❖ <https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/Russian-Oil-Output-Remains-High-Much-To-OPECs-Dismay.html>
- ❖ Russia-Direct.org - Russia's Economic Strategy: Moving Beyond Oil Dependence

Loi et réglementation

- ❖ JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N°43 (JORA), P. 29.2003
- ❖ JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 29, P.3.2018
- ❖ JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 06, P.6.2019
- ❖ JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 20, P.12.2021
- ❖ JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 37, P.9.2022

Annexes

Annexe N°01

20 Jomada El Oula 1440
27 janvier 2019

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 06

5

DECRETS

Décret exécutif n°19-12 du 17 Jomada El Oula 1440 correspondant au 24 janvier 2019 modifiant le décret exécutif n° 18-02 du 19 Rabie Ethani 1439 correspondant au 7 janvier 2018 portant désignation des marchandises soumises au régime de restrictions à l'importation.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 99-4° et 143 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 03-04 du 19 Jomada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative aux règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation de marchandises, notamment son article 16 ;

Vu le décret présidentiel n° 17-242 du 23 Dhou El Kaâda 1438 correspondant au 15 août 2017 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 17-243 du 25 Dhou El Kaâda 1438 correspondant au 17 août 2017, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 18-02 du 19 Rabie Ethani 1439 correspondant au 7 janvier 2018, modifié et complété, portant désignation des marchandises soumises au régime de restrictions à l'importation ;

Décrète :

Article 1er. — La liste des marchandises soumises à la suspension temporaire à l'importation, citée à l'annexe du décret exécutif n° 18-02 du 19 Rabie Ethani 1439 correspondant au 7 janvier 2018, susvisé, est remplacée par la liste annexée au présent décret.

Art. 2. — Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret, les véhicules importés :

— dans le cadre du dispositif de collections destinées aux industries de montage, prévu par l'article 58 de la loi de finances pour 2000 ;

— par les personnes physiques pour leurs besoins et sur leurs devises propres, selon les procédures prévues par les dispositions de l'article 68 de la loi de finances pour 1999, modifié et complété ;

— par les invalides de la guerre de libération nationale et les enfants de chouhada handicapés, dans le cadre des dispositions de l'article 178-16 modifié et complété, de la loi de finances complémentaire pour 1983 ;

— par les nationaux non résidents lors de leur changement de résidence, dans le cadre des dispositions de l'article 202 de la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes ;

— par les personnes atteintes, à titre civil, d'un handicap moteur, dans le cadre des dispositions de l'article 59, modifié et complété, de la loi de finances pour 1979 ;

— par les agents diplomatiques et consulaires et assimilés ainsi que les représentations des entreprises et des établissements publics à l'étranger, placés sous l'autorité des chefs de missions diplomatiques, dans le cadre des dispositions de l'article 110, modifié et complété, de la loi de finances pour 1990 ;

— par les missions diplomatiques ou consulaires et les représentations des organisations internationales accréditées en Algérie, ainsi que par leurs agents.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Joumada El Oula 1440 correspondant au 24 janvier 2019.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

LISTE DES MARCHANDISES SOUMISES AU REGIME DE RESTRICTIONS A L'IMPORTATION

N° D'ORDRE	POSITIONS ET SOUS-POSITIONS TARIFAIRES	DESIGNATION DES MARCHANDISES
1	87.01	Tracteurs (à l'exclusion des chariots-tracteurs du n° 87.09)
2	87.02	Véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus
3	87.03	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport des personnes (autres que ceux du n° 87.02), y compris les voitures du type « break » et les voitures de course
4	87.04	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises
5	87.05	Véhicules automobiles à usages spéciaux, autre que ceux principalement conçus pour le transport de personnes ou de marchandises (dépanneuses, camions-grues, voitures de lutte contre l'incendie, camions-bétonnières, voitures balayeuses, voitures épandeuses, voitures-ateliers, voitures radiologiques, par exemple)

Annexe N°02 : Les marchandises interdites ou suspendues à l'importation et à l'exportation

Sont considérées comme prohibées toutes marchandises dont l'importation ou l'exportation est interdite à quelque titre que ce soit.

Lorsque le dédouanement n'est permis que sur présentation d'une autorisation, certificat ou après accomplissement de formalités particulières, la marchandise[?] importée ou destinée à l'exportation doit être considérée comme prohibée si, lors de la vérification[?], il est constaté que :

Elle n'est pas accompagnée d'un titre, d'un certificat ou d'une autorisation régulière ; Elle est présentée sous le couvert d'une autorisation ou certificat non applicable ; Les formalités particulières n'ont pas été régulièrement accomplies.

Les autorisations et les certificats précités ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un prêt, d'une cession à titre gratuit ou onéreux, et d'une manière générale, d'une transaction quelconque de la part des bénéficiaires auxquels ils ont été nominativement accordés.

Annexe

Les marchandises interdites et suspendues à l'importation

Il s'agit des produits ci-après cités à titre non exhaustif :

- Les biens (marchandises) usagés (Art 50 de la loi de Finances complémentaire pour 2009, modifié par l'Art 54 de la loi de finances complémentaire pour l'année 2010) ;
- Les marchandises contrefaites ou celles portant de fausses marques laissant croire qu'elles sont d'origine[?] Algérienne (Art 22 du code des douanes) ;
- Les jouets imitant les armes de poings et autres (arrêté du 25 janvier 1997, interdisant l'importation, la fabrication, la distribution et la commercialisation de jouet imitant des armes de poing et autres) ;
- Les substances explosives (pétards et autres articles pyrotechniques) (décret 63-291 du 02/08/1963 et décret présidentiel n°90-198 du 30/06/1990) ;
- Les drogues, stupéfiants et substances vénéneuses ;
- Les pneus usagés et rechapés (arrêté interministériel du 01/07/2000) ;
- Les véhicules usagés à l'exception des véhicules importés par les non-résidents sous le régime de l'admission temporaire (art 40 de la loi de finances pour l'année 2010) ;
- Les armes et munition ;
- Les véhicules de marque Toyota « Land Cruiser » Pick-up sous tous les régimes douaniers ; Les pièces de rechange usagées à caractère commercial ;
- Les livres et tout manuscrit, film et autres articles portant atteinte à la moralité et aux bonnes mœurs

Les substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) ; (voir fiche substances appauvrissant la couche d'ozone, leurs mélanges et produits qui en contiennent) la friperie.

Les marchandises interdites ou suspendues à l'exportation

Il s'agit des produits ci-après cités à titre non exhaustif :

- Les déchets de métaux ferreux et non ferreux et des déchets de débris de plomb et des batteries usagées (Art 75 de la loi de finance 2014 modifiant l'article 43 de la loi de finances complémentaire pour l'année 2010) ;
- Les peaux brutes (Art 75 de la loi de finance 2014 modifiant l'article 43 de la loi de finances complémentaire pour l'année 2010) ;
- Les produits alimentaires dont les prix sont subventionnés par l'Etat (le blé dur, le blé tendre, l'orge, la semoule, la farine, les pâtes alimentaires, le couscous, le lait pasteurisé conditionné en sachet), à l'exception des produits confectionnés avec des céréales importés sous le régime du perfectionnement actif ;
- Les plants de palmier (arrêté interministériel du 09/04/1994, fixant la liste des marchandises suspendues à l'exportation) ;
- Les ovins et bovins reproducteurs (arrêté interministériel du 09/04/1994, fixant la liste des marchandises suspendues à l'exportation) ;
- Les objets représentant un intérêt national aux plans de l'histoire, de l'art ou de l'archéologie, y compris les véhicules anciens (arrêté interministériel du 09/04/1994, fixant la liste des marchandises suspendues à l'exportation) ;
- Le corail à l'état brut ou semi-fini (l'exportation du corail n'est autorisée qu'à l'état fini) (Art 10 de la Loi n° 15-08 du 2 avril 2015 modifiant et complétant la loi n° 01-11 du 3 juillet 2001 relative à la pêche et à l'aquaculture)

Effets et objets interdits à l'importation ou à l'exportation par les voyageurs

- Les véhicules de transport de marchandises légers importés ou exportés temporairement dans le cadre d'une opération non commerciale ;
- Motocyclettes et vélos usagés ;
- Matériels électroménagers usagés ;
- Meubles usagés ;
- Importation et exportation de dinars algériens. Néanmoins, les voyageurs sont autorisés à exporter le montant de dix mille (10 000) DA ;
- Les titres, notamment les actions et les obligations émises par les entreprises publiques ou privées, les bons de caisse et les bons de trésor ;
- L'exportation d'or au-delà de 150 grammes ;
- Les animaux des espèces protégés, sauf animaux accompagnés d'un carnet CITES.

Source : La Douane Algérienne.

Table des matières

Table des matières

Remerciements

Dédicace

Listes d'abréviation

Liste des tableaux

Listes des figures

Introduction générale.....	1
----------------------------	---

Chapitre préliminaire généralités sur la politique restrictive des importations

1. Les objectifs de la politique restrictive des importations :.....	3
2. Les instruments de la politique restrictive des importations	4
3. Les pays qui ont adopté une politique restrictive des importations	5
Conclusion.....	7

Chapitre 01 la structure du commerce extérieur et de la balance commerciale

Introduction :	8
Section 1 : La structure du commerce extérieur	8
1. Naissance du commerce extérieur :.....	8
2. Développement du commerce extérieur.....	9
3. Les fondements théoriques de commerce extérieur	10
3.1. Avantage absolu d'Adam Smith :.....	10
3.2. Avantage comparatif de David Ricardo :.....	10
3.3. Modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson :	11
3.4. Modèle Singer-Presbisch :	11
4. La politique du commerce extérieur en Algérie et son évolution : 1965-2022.....	12
5. Évolution du commerce extérieur en Algérie :	12
6. Composition des importations :.....	14
6.1. l'évolution des importations par régions économiques :	14
6.2. Evolution des importations par groupe de produit :.....	15
6.3. L'évolution des classements des 10 ^{er} fournisseurs de l'Algérie :.....	16
7. Composition des exportations	17
7.1. l'évolution des exportations par groupe de produits.....	17

7.2. L'évolution des exportations par région économique.....	18
8. L'évolution des classements des dix premiers clients de l'Algérie.....	19
Conclusion de la section.....	22
Section 2 ; le solde de la balance commerciale	23
1. Analyse du Solde commercial :.....	23
2. L'impact de l'évolution du change du dinar algérien sur le déficit de la balance commerciale	25
Conclusion de la section.....	27
Conclusion de chapitre	28

Chapitre 2

la politique restrictive des importations face aux fluctuations des cours de pétrole : contexte et défis

Introduction	29
Section 1 : l'impact de la chute des prix de pétrole sur l'économie algérienne	29
1. Le contre choc pétrolier 2014.....	29
1.1. Les causes du contre choc pétrolier 2014 :.....	30
1.2. L'impact de la chute des prix du pétrole sur la croissance économique de l'Algérie :	31
1.3. L'impact de la chute des prix du pétrole sur la croissance économique des autres pays producteurs :.....	32
2. Les pays producteurs face aux fluctuations des prix de pétrole :.....	34
2.1. Les stratégies adoptées par les pays de l'OPEP :.....	34
2.2. Les pays hors l'OPEP :	35
3. L'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur les prix des hydrocarbures :....	37
Conclusion de la section.....	38
Section 2 : La mise en œuvre de la politique restrictive des importations en Algérie	39
1. Les importations avant la modification de l'ordonnance 03-04 du 19 Juillet 2003 :... 39	39
1.1. Les mesures des dispositions générales	39
1.2. Les mesures de protection de la production nationale :.....	40
2. Les importations après la modification de l'ordonnance 03-04 du 19 Juillet 2003	40
3. Les mesures d'application de la politique restrictive des importations en Algérie	41
3.1. Le système des licences d'importations.....	41
4. Les licences automatiques	43
4.1. L'interdiction d'importation de certains produits	44
4.2. Le droit additionnel provisoire de sauvegarde.....	45
Conclusion de la section.....	46

Conclusion de chapitre	47
------------------------------	----

Chapitre 03

L'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne

Introduction	48
Section 1 : une brève revue littérature sur la politique restrictive des importations	48
1. La revue littérature de la politique restrictive des importations à l'échelle mondiale : 48	
Conclusion de la section	50
Section 2 : l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne ...	51
2. L'impact de la politique restrictive des importations sur les exportations :	51
3. L'impact de la politique restrictive des importations sur les exportations des hydrocarbures	53
4. L'impact de la politique restrictive des importations sur les exportations hors hydrocarbures	55
5. L'impact de la politique restrictive des importations sur le déficit de la balance commerciale :	56
6. L'impact de la politique restrictive des importations sur la consommation des ménages	59
7. L'impact de la politique restrictive des importations sur la croissance du PIB :	60
8. L'impact de la politique restrictive des importations sur l'inflation	61
9. L'impact de la politique restrictive des importations sur le chômage :	62
10. L'impact de la politique restrictive des importations sur les dépenses publiques en Algérie	64
11. L'impact de la politique restrictive des importations sur l'investissement	65
Conclusion de la section	66
Conclusion de chapitre	68
conclusion générale	71

Références bibliographiques

Annexes

Résumé

Résumé

La politique restrictive des importations adoptée par l'Algérie en réponse à la chute des prix du pétrole visait à atténuer les effets néfastes de cette situation sur l'économie du pays.

L'objectif de ce travail est de mettre en lumière l'impact de la politique restrictive des importations sur l'économie algérienne et des autres variables économiques. D'après les résultats, cette politique a eu un effet mitigé sur l'économie. Bien qu'elle puisse avoir des effets positifs sur la balance commerciale et la promotion de la production nationale, elle a également entraîné des contraintes sur la croissance économique, une baisse de la consommation des ménages, une augmentation de l'inflation, et une réduction des investissements étrangers.

Mot clé : politique économique, restriction des importations, variables économiques.

Abstract

The restrictive import policy adopted by Algeria in response to the fall in oil prices was aimed at mitigating the adverse effects of this situation on the country's economy.

The objective of this work is to highlight the impact of the restrictive import policy on the Algerian economy and other economic variables. According to the results, this policy had a mixed effect on the economy. Although it may have positive effects on the balance of trade and the promotion of national production, it has also led to constraints on economic growth, a drop in household consumption, an increase in inflation, and a reduction in foreign investments.

Key word: economic policy, import restriction, economic variables.

ملخص

كانت سياسة تقييد الواردات التي اعتمدها الجزائر استجابةً لانخفاض أسعار النفط تهدف إلى التخفيف من الآثار السلبية لهذا الوضع على اقتصاد البلاد.

الهدف من هذا العمل هو تسليط الضوء على تأثير سياسة الاستيراد المقيدة على الاقتصاد الجزائري والمتغيرات الاقتصادية الأخرى. وفقا للنتائج، كان لهذه السياسة تأثير مختلط على الاقتصاد. على الرغم من أنه قد يكون له آثار إيجابية على الميزان التجاري وتعزيز الإنتاج الوطني، فقد أدى أيضًا إلى قيود على النمو الاقتصادي، وانخفاض استهلاك الأسرة، وزيادة التضخم وانخفاض الاستثمارات الأجنبية.

الكلمة المفتاحية: السياسة الاقتصادية، تقييد الاستيراد، المتغيرات الاقتصادية.